



**HAL**  
open science

# Le tiers monde quand même. Réflexions pour un nouveau dépendantisme

Michel Cahen

► **To cite this version:**

Michel Cahen. Le tiers monde quand même. Réflexions pour un nouveau dépendantisme. Pierre Dubosc et Centre de recherche “ TIDE/Territorialité et Identité dans le domaine européen ”, CNRS UMR 6588. Le monde et la centralité. Actes 2, 2002, Maison des Sciences de l’Homme d’Aquitaine, pp. TB5/689-719, 2003, pas d’ISBN. hal-04094980

**HAL Id: hal-04094980**

**<https://hal.science/hal-04094980>**

Submitted on 11 May 2023

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L’archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d’enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

**COLLOQUE INTERNATIONAL**  
**symposium**

**Bordeaux**

Maison des Sciences de l'Homme d'Aquitaine

26-27-28 avril 2000



**ACTES-2**

*Le monde et  
la centralité*

*centrality and the world system*



CAHEN Michel

LE TIERS MONDE QUAND MEME :  
RÉFLEXIONS POUR UN NOUVEAU DÉPENDANTISME  
AU TEMPS DE LA MONDIALISATION

La chute du Mur de Berlin et l'écroulement consécutif (quoique non achevé) des pays du stalinisme réel ont entraîné dans le domaine des sciences sociales un vaste mouvement d'opprobre sur certains « mots », qui semble avoir pratiquement interdit leur usage à moins de faire paraître « ringards » ceux qui d'aventure les utilisent. Puisque le stalinisme (pardon, le « communisme », disait-on !) s'était écroulé, la « preuve » était faite que les courants politiques anti-systémiques étaient purement « idéologiques » et ne pouvaient exister dans la réalité. Vous vous en souvenez, pour les uns l'histoire était finie<sup>1</sup>, ou pour d'autres, plus nombreux, si elle ne l'était pas et suivait un cours, elle n'avait en tout cas plus de sens. De ce fait, tous les concepts anti-systémiques plus ou moins liés à la tradition marxiste furent englobés dans la « langue de bois ». Or, si celle-ci avait plus qu'évidemment existé et si l'on ne regrette aucunement cette version dialectale mais peu dialectique<sup>2</sup>, le problème est que, rejetant souvent indûment des « mots », on a rejeté des concepts sans pour autant que la réalité sociale ne l'impose<sup>3</sup>.

Puisque le « communisme » n'était qu'une erreur temporaire de l'histoire, le capitalisme était l'horizon indépassable et, surtout, la totalité de la réalité naturelle. Par conséquent, il devenait inutile de le désigner comme un phénomène particulier, susceptible d'être modifié ou même remplacé. C'était tout simplement le stade, actuel et

---

<sup>1</sup> Francis FUKUYAMA : « The end of History », *National Interest*, 1989.

<sup>2</sup> N'oublions pas non plus qu'une autre version de la langue de bois, la néolibérale, se porte très bien aujourd'hui. Mais il est curieux de constater qu'elle est plus rarement ainsi caractérisée.

<sup>3</sup> Au plus fort du « creux » souffert par la tradition marxiste, j'avais déjà dénoncé cette paresse intellectuelle dans mon article « Le socialisme, c'est les Soviétiques plus l'ethnicité », *Politique Africaine* (Karthala, Paris, 42 : 87-107).

supérieur, de l'évolution de l'espèce humaine. On peut suivre cette évolution idéologique – un peu « ternie », il est vrai, par ce que d'aucuns qualifient pour s'en inquiéter d'« étonnant retour du marxisme » ou, pour s'en réjouir, des « spectres de Marx »<sup>4</sup> –, sur différents plans.

Ainsi, le « mode de production capitaliste » cédait la place à l'« économie », et cela d'une manière de plus en plus éthérée qui se serait réduite à la seule « finance » (rendue charmante et en un lien apparemment de plus en plus direct à l'individu grâce à la bourse sur internet), si des kraks réguliers n'étaient entre temps venus rappeler que la loi de la valeur garde ses droits.

### **1 - D'une mondialisation « neutre »...**

La « globalisation » et la « mondialisation » remplacèrent la « dictature mondiale du capital financier », c'est-à-dire qu'elles furent et sont vues comme des processus non seulement « inéluctables » et « technologiques », mais indépendants de la structuration en classes de la société, comme des phénomènes sans nature de classe.

Or cette idéologie est très puissante puisque, même dans les milieux de la gauche (y compris la gauche radicale) – de José Bové à Alain Krivine en passant par le PCF –, on note fréquemment l'usage de l'expression « mondialisation capitaliste », ce qui sous-entend qu'il pourrait y avoir une « mondialisation socialiste » ou du moins que la « mondialisation » elle-même est traversée par des aspects capitalistes (qu'il faudrait combattre), et d'autres qui vont dans le bon sens (qu'il faudrait appuyer).

L'expression « mondialisation capitaliste » découle en réalité de la confusion fréquente entre universalité et uniformité. La mondialisation, qui, tendanciellement, favorise indéniablement l'uniformité, irait donc malgré tout, bon an, mal an, dans le sens de plus d'universalité. Ainsi la quasi-synonymie entre mondialisation et universalisme induit-elle l'idée que si la mondialisation est mauvaise parce qu'actuellement capitaliste, elle deviendrait en revanche excellente si justement elle était dégagée de ces oripeaux bourgeois, devenant alors simple mouvement vers toujours plus d'universalité. Ce n'est pas qu'une question de mots, c'est une profonde erreur tant sur le plan conceptuel que sur l'analyse des phénomènes en cours.

---

<sup>4</sup> Daniel Bensaïd, *Le sourire du spectre. Le nouvel esprit du communisme. Essai*, Paris, Michalon, 2000, 248 p., ISBN : 2-84186-124-4.

*La mondialisation, l'internationalisation...* on confond ici deux notions *socialement* antagoniques. En effet, si la perspective antisystémique d'un socialisme démocratique (dont se réclament aujourd'hui les courants mentionnés *supra*) l'avait emporté, il est évident qu'avec la modernisation gigantesque ayant eu cours au XX<sup>e</sup> siècle, des phénomènes massifs de mise en relation internationale se seraient aussi produits. Mais ce n'est pas cela – interrelations massives de sociétés distinctes – que recouvre aujourd'hui le phénomène appelé mondialisation : comme son nom l'indique, la mondialisation tend à transformer chaque lieu du globe en une « parcelle du monde » plus ou moins identique aux autres, et en tout cas dont l'évolution n'est pas déterminée par des besoins propres définis par les habitants, mais par l'évolution globalisée du monde. C'est la dictature du « monde » (dont on voile opportunément la nature de classe) sur tout un chacun (individu, communauté, nation, État), dont on a pu voir les grands contours avec l'AMI (Accord multilatéral sur l'investissement) avorté et l'OMC, meurtrie à Seattle, c'est-à-dire toute une série de décisions d'importance majeure expropriant la démocratie politique territorialisée au nom de logiques joliment appelées « mondiales ». Cela est évidemment lié, non seulement au capitalisme et à sa tendance historique à la marchandisation, mais surtout à sa forme particulière de la financiarisation. En effet, ce dernier phénomène est particulièrement insensible à la prégnance de la localité, à la fois pour des raisons matérielles – les capitaux se déplacent presque à la vitesse de la lumière, à l'inverse des technologies, des marchandises et des humains –, et politico-sociales – les milieux sociaux du capitalisme financier ont tendance à vivre davantage des considérables lucres monétaires et spéculatifs que de la réalisation d'un taux de profit fondé sur un processus de production nécessairement plus enraciné territorialement).

L'inter-nationalisation du monde est ainsi une tendance historique simultanée, mais antagonique, à la mondialisation du monde. En effet, le monde continue à produire des nations, à se « nationaliser »<sup>5</sup>. L'inter-nationalisation ne mène donc nullement à la production de simples parcelles du monde, à la suppression des États, nations, ethnies et autres identités territoriales ou communautaires<sup>6</sup>. C'est à

---

<sup>5</sup> Je ne peux ici m'étendre sur cet aspect et me permet de renvoyer à mon ouvrage *La nationalisation du monde. Europe, Afrique, l'identité dans la démocratie*, Paris, L'Harmattan, septembre 1999, 256 p., ISBN : 2-7384-7330-X.

<sup>6</sup> De même, le pendant politique de l'inter-nationalisation, à savoir l'inter-nationalisme, ne doit pas être confondu avec l'antinationalisme... qui en emprunte pourtant souvent le nom !

l'inverse le phénomène de leur mise en relation croissante, en fonction des besoins propres de chaque aire historiquement prégnante, déterminés dans le cadre des citoyennetés. Ce n'est pas un hasard si, en France, les courants « souverainistes » actuellement mobilisés autour de la défense de la « nation » (en réalité de la seule identité politique de l'État) trouvent une partie de leur répondant dans la préoccupation de citoyens relative à la sauvegarde et à la défense de la République comme *territoire* de la démocratie politique, face au chronique « déficit démocratique » des institutions supra étatiques. Inversement, il y a un rapport fondateur entre le mode de production capitaliste en son étape de financiarisation, et la mondialisation. On peut même dire que la seconde n'est que le pseudonyme médiatisé du premier.

Il est donc absurde de parler de « mondialisation capitaliste », puisqu'elle l'est nécessairement en tant qu'effet de la marchandisation et de la financiarisation, et l'adjonction du qualificatif affaiblit la compréhension du phénomène en lui ôtant sa nature de classe intrinsèque. La réalité des nouveaux mouvements sociaux provoqués par la mondialisation, mais qui ne font encore que poindre en cette entrée dans le XXI<sup>e</sup> siècle – en France, des grèves de novembre-décembre 1995 au mouvement récent contre la « mal bouffe » – illustre cela. On a entendu, et l'on a pu trouver fort sympathiques, des slogans du type « *Contre la mondialisation capitaliste, vive la mondialisation des luttes* ». Ainsi la mobilisation contre l'OMC, dont l'archétype est José Bové, n'a pu être commodément taxée de « repli identitaire » et autre « enfermement ethnique » : le roquefort n'était pas antagonique à la pratique courante de l'anglais. Pourtant ces nouveaux mouvements sociaux ne dressent pas, en réalité, une mondialisation contre une autre, mais précisément expriment *la tendance à l'affrontement entre l'internationalisation du monde et la mondialisation du monde, la mise en commun des identités ressenties et des besoins sociaux vécus contre des normes financières globalisées et uniformes*. Ce sont bien des processus sociaux distincts qui cheminent – la mondialisation étant évidemment dominante dans ce côtoiement conflictuel – actuellement ! Et cela est d'autant plus net que, même si la mondialisation est la traduction spatialisée de la financiarisation, elle englobe justement de ce fait – la spatialisation – moult dimensions culturelles et sociales. La financiarisation est loin

d'être seulement « financière », comme l'a bien – mais partialement – montré le débat sur l'« exception culturelle »<sup>7</sup>.

## **2 - ... à un impérialisme soudainement disparu**

L'un des concepts qui a le plus souffert de la mode néolibérale est celui d'impérialisme. On conviendra volontiers que, dans le feu des luttes politiques, celui-ci ait pu être utilisé un peu à tort et à travers et que la démagogie du « c'est la faute à l'impérialisme » ait fréquemment été utilisée, par exemple par des élites africaines, pour voiler leurs propres échecs et turpitudes, tout comme ceux-là mêmes qui chez nous ont voté les traités de transferts de souveraineté vers Bruxelles ne se gênent pas pour dire « c'est la faute à Bruxelles ».

La question est autre, et doit être posée du point de vue de l'historien : l'impérialisme est une *période* historique précise dans l'*époque* du mode de production capitaliste. Si cette période est forclosée – hypothèse théoriquement parfaitement acceptable – il faut dévoiler les phénomènes d'importance majeure, ceux qui permettent le passage d'une période historique à une autre – et pas seulement d'un simple contexte mondial à un autre – qui montreraient non point la « date », mais le processus quand même assez rapide (une à trois générations) de passage de l'ancienne à la nouvelle période. Or ce type de question n'est jamais posé par ceux qui, du reste, ne disent même pas que l'impérialisme n'existe plus ou pas, mais tout simplement ont totalement cessé de se poser ce genre de question. Le concept a disparu ! Et la réalité ?

La question qui évidemment vient immédiatement à l'esprit est de savoir si l'écroulement du stalinisme est l'un de ces phénomènes d'importance majeure qui permettent les changements de périodes historiques.

La prise de Constantinople et la fin de la guerre de Cent Ans (1453), la chute de Grenade et la « découverte » de l'Amérique (1492), enfin la mise en évidence de la praticabilité de la route maritime vers l'Inde (1498), avaient ainsi balisé non point la destruction brutale de l'époque du mode de production féodale (qui survivra en France

---

<sup>7</sup> En effet, à l'inverse, on peut se demander pourquoi elle – l'« exception » ! – devrait se limiter à la culture. Il y a un aspect « classes moyennes » fort désagréable dans ce débat. Pourquoi pas l'exception « Sécu » ?

jusqu'en 1793 et bien plus tard ailleurs), mais assurément la fin de la période « Moyen-Âge » et l'entrée dans une nouvelle, combinant féodalisme et capitalisme marchand. Le cycle des révolutions bourgeoises, commencé précocement en Angleterre et aux Pays-Bas dès le XVII<sup>e</sup> siècle, puis en France et aux États-Unis d'Amérique à la fin du XVIII<sup>e</sup>, et poursuivi dans de nombreux pays (Japon compris) au XIX<sup>e</sup> siècle, fit ensuite basculer le monde dans l'époque capitaliste. L'impérialisme en fut (et reste) une période (« suprême » ou pas, je n'en sais rien<sup>8</sup> !), manifestement ouverte par la ruée sur l'Afrique, à savoir par une expansion territoriale et sociale considérable de la domination (cependant encore indirecte) du mode de production capitaliste. Dans le même temps, les États-Unis faisaient de l'Amérique latine « ibéro-rhodésienne<sup>9</sup> » leur chasse gardée, c'est-à-dire restreignaient fortement l'autonomie des anciennes bourgeoisies nationales créoles issues des indépendances du début du XIX<sup>e</sup>. De cette situation naquit l'expression de « bourgeoisie comprador » – fort incorrecte au demeurant car recouvrant des milieux affairistes *mais non réellement capitalistes* vivant uniquement de liens prébendiers avec le centre du monde et sans base sociale locale.

La chute du Mur de Berlin, en 1990, et la chute à venir du dernier grand bastion stalinien, la Chine populaire, par sa rétrotransition au capitalisme, peuvent-elles provoquer un similaire changement de période ? L'unipolarité même tempérée peut-elle signifier cela ? Ces chutes peuvent l'annoncer pour les générations suivantes, mais en aucun cas dans l'immédiat. Dans l'immédiat, cela ne peut que signifier à l'inverse une nouvelle expansion « physique » possible pour le mode de production capitaliste récupérant ainsi les superficies gigantesques qui avaient été soustraites à sa domination en 1917 et 1945-1949. Au même moment, détruisant de plus en plus ce que Pierre-Philippe Rey avait appelé l'articulation des modes de production, il achève de ruiner le mode de production domestique (Claude Meillassoux) en Afrique et en quelques autres lieux de la planète et instaure de plus en plus son exploitation directe (et non plus simplement sa domination et son oppression). Cela ramène d'ailleurs à la question précédente, car justement ce qu'il y a de nouveau dans la mondialisation n'est pas tant l'effet d'échelle ou de rapidité dans les relations globalisées, mais l'expansion directe du mode de production capitaliste à de nouveaux espaces alors « globalisées » – ce qui ne

---

<sup>8</sup> Vladimir I. LÉNINE, « L'impérialisme, stade suprême du capitalisme. Essai de vulgarisation », in V.I. LÉNINE, *Œuvres. Tome 22. Décembre 1915-juillet 1916*, Paris, Éditions sociales / Moscou, Éditions en langues étrangères, 1960, pp. 201-327.

<sup>9</sup> On s'explique *infra* sur cette expression.



signifie pourtant pas que le capitalisme de ces nouvelles frontières soit complet (*cf. infra*).

Or cette expansion est la dernière physiquement possible, pour un mode de production qui ne peut fonctionner, du fait de ses contradictions internes, qu'en expansion continue. En d'autres termes, quand la terre entière sera directement structurée par lui, on peut au moins émettre l'hypothèse que ses contradictions internes deviendront insolubles intrinsèquement – plus d'expansion<sup>10</sup> – et autoriseront le passage à une période, voire à une époque nouvelle : en ce sens, comme l'avait de manière saisissante noté un dirigeant sandiniste, « *la chute du Mur de Berlin n'est autre que le début de la fin pour l'impérialisme* ». Mais dans l'immédiat – un immédiat à l'échelle de l'histoire, celui que traverse la vie d'un homme, soit une à trois générations – c'est l'inverse qui se produit. Les phénomènes typiques de l'impérialisme ont donc des raisons dédoublées de se manifester, même s'il n'y a plus l'ennemi dit « communiste » (stalinien) finalement bien commode pour structurer le camp dit « occidental » (capitaliste).

D'un point de vue strictement géopolitique, reviendrait-on ainsi un peu à la situation d'avant 1914-17 ? Il y a des éléments de cela – situation d'absence de rivalités pluri-systémiques – mais il n'y a pas la même intensité de rivalités interimpérialistes. La tendance à l'unipolarité est bien plus forte qu'elle ne l'était en 1914 : la concurrence interimpérialiste existe, mais ne s'exprime – incessamment – qu'aux marges des questions stratégiques. Par ailleurs, il ne faudrait pas oublier d'une part l'émergence des « pays intermédiaires » (*cf. infra*) et, d'autre part et surtout, la puissance gigantesque de compagnies au chiffre d'affaire plus importants que ceux de bien des États (la General Motors dépasse la Norvège, etc.<sup>11</sup>). La question est débattue de la « mondialisation » de ces entreprises elles-mêmes, entrant donc en contradiction avec les États – et pas seulement les États-nation –, ou du maintien de leur propre spatialisation préférentielle – impliquant des rapports négociés, même si parfois conflictuels, avec certains États. Ce deuxième terme recouvre mon hypothèse personnelle, mais, dans un cas comme dans l'autre, la situation actuelle n'est pas revenue à celle d'avant la Première Guerre mondiale. C'est ce qu'a bien montré la guerre de

---

<sup>10</sup> La conquête spatiale ne saurait, sur le plan du mode de production, être une nouvelle frontière, ne serait-ce que parce que l'exploitation éventuelle des ressources du cosmos imposera le déplacement d'individus *déjà intégrés* à ce mode de production.

<sup>11</sup> Voir à ce sujet le *Rapport mondial sur le développement humain 1999*, Paris-Bruxelles, De Boeck/PNUD, 1999, 262 p., ISBN : 2-8041-3355-9.

destruction de l'Irak : celle-ci n'a pas été provoquée afin d'abattre une dictature – cette dernière avait à l'inverse été soutenue sans faille pour contenir la révolution iranienne, et l'offensive de l'Otan s'arrêta au moment précis où les révoltes du Sud et du Kurdistan allait la mettre en danger – mais pour resignifier clairement l'ordre du monde alors que l'URSS venait de s'effondrer. Le dictateur de Bagdad avait envahi un comptoir pétrolier (Koweït) extrêmement lié à la finance mondiale. Malgré la tradition pro-irakienne des appareils militaire et de sécurité français, le président Mitterrand comprit excellemment les enjeux du conflit, qui déclara que la France devait participer à l'offensive – quoi qu'elle en pensât – afin de « tenir son rang » dans le monde.

### **3 - La question du tiers monde**

La question de l'impérialisme est évidemment liée à celle du tiers monde et, sur ce plan, il faut tout de suite préciser quelques points. Un argument avancé contre la notion de tiers monde est l'existence consistante de « pays intermédiaires » ou de « pays nouvellement industrialisés », etc. On revient plus loin sur le sujet, mais il faut d'ores et déjà poser deux questions :

- ◆ cette réalité « intermédiaire » est-elle nouvelle à l'échelle mondiale ?
- ◆ le serait-elle, est-elle déterminante pour tester la validité du concept de tiers monde ?

La Corée du Sud telle que nous la connaissons aujourd'hui, même en crise, n'existait pas dans les années trente, ni n'existaient l'Île Maurice et autres petits dragons. Mais en ces années, le Mexique, l'Argentine, la Turquie, etc., n'étaient pas non plus comparables à ce qu'étaient au même moment l'Oubangui-Chari, le Bechuanaland, l'Afrique orientale portugaise (Mozambique) ou même de l'Équateur, voire Cuba. Il y a toujours eu des « pays intermédiaires », notamment (Amérique latine) ceux qui avaient obtenu leurs indépendances avant les révolutions industrielles et au sein desquels l'élite créole d'origine européenne ou métisse était, relativement à la population colonisée (indienne), plus consistante et avait donné naissance à de vraies bourgeoisies nationales (c'est d'ailleurs pourquoi ces indépendances

latino-américaines furent, largement, de type « rhodésien »)<sup>12</sup>. L'existence de « pays intermédiaires » – je ne questionne pas, pour l'instant, la validité de cette expression –, n'est donc nullement un phénomène nouveau (même si, plus qu'évidemment, les caractéristiques des pays intermédiaires d'aujourd'hui ne sont pas les mêmes que celles des pays intermédiaires des années trente) et elle ne saurait par conséquent en elle-même invalider la notion de tiers monde : celle-ci, ou bien a toujours été erronée, ou bien, de ce point de vue, n'a pas plus de raison de l'être maintenant.

Le seul élément véritablement nouveau pour expliquer la disparition de l'usage du concept « tiers monde » reste alors la sempiternelle chute du Mur de Berlin : plus d'impérialisme, donc plus de pays dépendants de lui ou semi-coloniaux, donc plus de tiers monde, mais uniquement une *gradation continue* depuis les « pays pauvres » jusqu'au « pays riches », la pauvreté étant dûe à un « retard » de ces pays dans la longue lignée de l'évolution naturelle de l'homme – retard qu'il faut « rattraper ». La propre terminologie du PNUD, utilisée notamment dans les « rapports sur le développement humain » qu'il publie depuis 1990 (saisissante coïncidence de date avec la chute du « communisme » !), entre les pays à développement humain « élevé », « moyen » et « faible » va dans le sens de cette approche idéologique en tant que simple gradation continue<sup>13</sup>.

Cette absence de questionnement lors de la disparition soudaine et sans droit d'inventaire de certains concepts n'est pas acceptable, car elle constitue un appauvrissement considérable de l'exigence de rigueur en sciences sociales. Que ceux qui défendent que le tiers monde n'existe pas, ou plus, démontrent la fin de l'impérialisme et la diminution des relations spatialisées de dépendance, et par conséquent la vacuité des notions de centre et de périphérie. Quant aux autres (au sein desquels je me place !), il leur faudra non seulement continuer à défendre ces notions, mais aussi en voir les faiblesses et ne pas reproduire les simplifications qui furent fréquentes à l'époque où c'était le dépendantisme qui était à la mode.

La spatialisation des rapports de dépendance impose une précision : s'il me semble qu'elle reste avérée, il doit être clair que ce n'est pas tant une question de « Nord » et de « Sud », *même si cela s'exprime*

---

<sup>12</sup> La révolution kémaliste, en un contexte bien différent, peut néanmoins leur être apparentée, comme révolution bourgeoise et tentative (à mon avis faillie) de sortir du tiers monde, sur la base d'une longue et forte tradition étatique ottomane et d'une indépendance sauvegardée.

<sup>13</sup> ... même si par ailleurs, les diverses éditions du *Rapport sur le développement humain*, par le PNUD, contiennent des données très utiles pour mettre en évidence les effets de... l'impérialisme !

*aussi ainsi*, mais de centre et de périphérie *relativement au mode de production capitaliste*. Le centre n'est pas « localisé » principalement « dans un territoire » (ou flux, ou réseau) – *même s'il l'est aussi* –, mais se définit d'abord relativement à un mode de production. Cette dernière dimension (mode de production) est étrangement absente des débats et cela fait partie de la déperdition conceptuelle malheureusement entraînée par les scories staliniennes dans leur chute. En revanche, la définition d'abord au regard du mode de production n'annule pas du tout la considération spatiale, *en tant que conséquence*.

En effet, la question déterminante n'est pas tant de repérer s'il existe ou non une économie de marché – pratiquement partout, il en existe aujourd'hui au moins de consistants rudiments – mais s'il existe ou non, en telle ou telle région, *la chaîne complète des milieux sociaux normalement nécessaires au capitalisme*. C'est l'amputation de ce « capitalisme complet » qui sera l'indice majeur de l'appartenance au tiers monde, car le capitalisme incomplet est nécessairement dépendant<sup>14</sup> des régions du monde où il est complet pour l'accomplissement de certaines tâches qui sont indispensables à sa reproduction.

En effet, si le dépendantisme des années soixante et soixante-dix a parfois pêché par simplification, c'est certainement dans la mesure où la question fut par trop (au moins dans certains travaux) résumée à l'économie – mais paradoxalement sans produire une véritable analyse en termes de classes sociales mondiales – alors qu'elle concerne *des sociétés entières dans leurs trajectoires historiques*.

Il n'en reste pas moins que la notion de tiers monde (ou de périphérie) n'a d'intérêt que s'il y a un contraste frappant entre les « pays à fort développement humain » (pour reprendre la terminologie contestable du PNUD) et les autres. Ce n'est pas ce contraste en lui-même qui est signifiant – même s'il est la visualisation spatiale d'un phénomène social – mais en tant qu'expression du « capitalisme incomplet ». Un pays qui ne peut reproduire sur place, au plus haut niveau de scolarisation, ses élites ; un pays qui n'a pas la maîtrise de brevets ; un pays dont les entreprises (mêmes ultramodernes) sont possédées principalement par des capitaux étrangers, ou dépendent largement,

---

<sup>14</sup> Pour évacuer rapidement tout faux débat, je précise que, bien évidemment, toute dépendance est aussi interdépendance (même le maître peut dépendre de son esclave) et que des phénomènes d'interdépendance sont à la base de la relative autonomie politique que l'on remarque souvent dans certains pays du tiers monde, qui savent parfaitement jouer de la rivalité des aides internationales. Mais une trop forte asymétrie de ces « dépendances croisées » autorise largement, si l'on veut garder un sens aux mots, à parler de dépendance *tout court*.

via des accords de prestation de services, d'entreprises étrangères ; un pays, même à la forte croissance, qui utilise des mouvements de capitaux à court terme pour financer des importations de biens d'équipements et autres dépenses structurelles ; un pays qui fait l'essentiel de son commerce extérieur non point avec les États de sa région mais avec les pays centraux – tous ces faits seront des indices de l'appartenance au tiers monde, même si, isolément et à un degré moindre, on pourra en discerner sectoriellement certains même dans les pays les plus « centraux » (ou dans certaines régions de ces pays).

### *3.1 - La classification du PNU*

La classification des pays par le PNUD est sans aucun doute utile pour bien des analyses, mais, force est de constater que le procédé de présentation de l'indice du développement humain (IDH), en une longue liste décroissante, ne fait pas apparaître au premier coup d'œil le contraste frappant qui doit bien matérialiser le passage du « centre » à la « périphérie ». Cela est dû à la méthode de calcul de l'IDH, combinant l'espérance de vie à la naissance, le niveau d'éducation, et enfin le revenu par habitant corrigé des différences de pouvoir d'achat. Il ne s'agit pas de critiquer cet indice composite en lui-même, seulement de bien comprendre ce que l'on peut en attendre (le PNUD calcule d'ailleurs toute une autre série d'indices). On peut cependant critiquer les « fourchettes » de caractérisation des 174 pays analysés : l'indice de développement humain « élevé » est supérieur à 0,800 (le Canada, plus fort indice mondial en 1999, a un IDH de 0,932 et la France, à la onzième position, de 0,918) ; l'indice « moyen » est compris entre 0,500 et 0,799 et l'indice « faible » est inférieur à 0,500 (la Sierra Leone est en dernière position avec un IDH de 0,254). On aurait très bien pu placer les limites des catégories à d'autres niveaux et on peut s'étonner de voir non seulement l'Inde, mais le Zimbabwe et même la Guinée-équatoriale dans la catégorie des « moyens » !

Cependant, le PNUD relève lui-même une distorsion majeure : certains pays ont un IDH « élevé » *uniquement en raison d'un indicateur de PIB<sup>15</sup> très élevé*. Il peut y avoir ainsi une très forte différence entre la classification selon l'indicateur de PIB seul, et la classification selon l'IDH incluant pourtant lui-même l'indicateur de PIB. Or les pays concernés sont significatifs : Singapour a un

---

<sup>15</sup> indicateur de PIB, compris entre 0 et 1, calculé sur la base du PIB par habitant, qui est une moyenne et non point une médiane.

indicateur de PIB de 0,94 (4<sup>e</sup> rang mondial) – supérieur à celui du Canada qui n'a « que » 0,90 –, et se trouve grâce à lui soulevé à l'excellente position du 22<sup>e</sup> rang pour l'IDH (18 rangs de décalage), malgré les autres composantes bien plus mauvaises de cet indice. On trouve des phénomènes similaires pour Hong Kong, Brunéï, le Koweït, Barheïn, le Qatar, les Émirats arabes unis, les Bahamas, etc., tous « pays » qui se voient propulsés dans la catégorie du développement humain élevé à cause du seul indicateur de PIB. En réalité, si, dans la catégorie des 45 pays comptabilisés « DH élevé », on isole le peloton de tête des trente premiers, on n'y trouve que la Barbade et la Corée du Sud pour présenter un équilibre dans les classements entre indicateur de PIB et IDH. En queue (les quinze derniers) de la catégorie « DH élevé », on ne trouve guère que le Chili et l'Argentine avec un équilibre approximatif entre indicateur de PIB et IDH.

Pour les mêmes raisons, d'autres pays sont présents dans la catégorie « moyenne » uniquement à cause de leur indicateur de PIB (l'Algérie, ou, champion toute catégorie du décalage, le Gabon avec 71 rangs de différence négative !). L'Afrique du Sud connaît aussi un très fort décalage, qui exprime le maintien d'une communauté blanche au niveau de vie moyen bien plus élevé que la moyenne de la population. En revanche, Cuba connaît un fort décalage positif qui montre les bienfaits sociaux d'une société plus égalitaire, même à faible PIB/hab.

Tableau 1— CLASSEMENT DES PAYS SELON L'IDH 1999,  
*par aires coloniales/culturelles ou géopolitiques*

Pays classés selon l'IDH	Indicateurs...			IDH	Différence du rang PIB/hab. et IDH
	Espérance de vie	Niveau d'éducation	PIB		
<i>1. Canada</i>	<i>0,90</i>	<i>0,99</i>	<i>0,90</i>	<i>0,932</i>	<i>+12</i>
<i>11. France</i>	<i>0,89</i>	<i>0,97</i>	<i>0,90</i>	<i>0,918</i>	<i>+4</i>
<i>174. Sierra Leone</i>	<i>0,20</i>	<i>0,32</i>	<i>0,24</i>	<i>0,254</i>	<i>0</i>
28. Portugal	0,84	0,91	0,83	0,858	+3
79. Brésil	0,70	0,83	0,70	0,739	-16
106. Cap-Vert	0,73	0,73	0,57	0,677	+1
123. São Tomé	0,65	0,69	0,49	0,609	+3
160. Angola	0,36	0,39	0,44	0,398	-17
168. Guinée-B.	0,33	0,34	0,36	0,343	-5
169. Mozambique	0,34	0,35	0,33	0,341	-2

11. France	0,89	0,97	0,90	0,918	+4
109. Algérie	0,73	0,63	0,63	0,665	-31
124. Gabon	0,46	0,64	0,72	0,607	-71
153. Sénégal	0,46	0,35	0,48	0,426	-24
27. Grèce	0,89	0,91	0,81	0,867	+8
63. Bulgarie	0,77	0,89	0,62	0,758	+23
86. Turquie	0,73	0,76	0,69	0,728	-22
87. Arménie	0,76	0,90	0,53	0,728	+26
103. Azerbaïdjan	0,75	0,88	0,46	0,695	+34
10. Royaume-Uni	0,87	0,99	0,89	0,918	+9
59. île Maurice	0,77	0,76	0,76	0,764	-15
136. Kenya	0,45	0,69	0,41	0,519	+16
150. Bangladesh	0,55	0,38	0,39	0,440	+6
163. Gambie	0,37	0,36	0,45	0,391	-22
4. Japon	0,92	0,94	0,92	0,924	+5
30. Corée du Sud	0,79	0,95	0,82	0,852	+3
56. Malaisie	0,78	0,79	0,73	0,768	-7
67. Thaïlande	0,73	0,83	0,70	0,753	-7
77. Philippines	0,72	0,90	0,59	0,740	+16
8. Pays-Bas	0,88	0,99	0,89	0,921	+9
101. Afrique du Sud	0,50	0,87	0,72	0,695	-47
105. Indonésie	0,67	0,78	0,59	0,681	-11
21. Espagne	0,88	0,95	0,85	0,894	+9
39. Argentine	0,79	0,91	0,77	0,827	+1
50. Mexique	0,79	0,83	0,74	0,786	-3
58. Cuba	0,84	0,88	0,57	0,765	+47
112. Bolivie	0,61	0,79	0,56	0,652	-4
131. Guinée équat.	0,42	0,75	0,48	0,549	-3
28. Portugal	0,84	0,91	0,83	0,858	+3
126. Maroc	0,69	0,47	0,58	0,582	-27
149. Mauritanie	0,47	0,39	0,48	0,447	-20

Source : *Rapport mondial sur le développement humain 1999, op.cit., pp. 133-137.*

Cette distorsion est le clair indice de l'existence de ressources considérables (pétrole, paradis fiscal) non utilisées pour la constitution d'un capitalisme complet (qui aurait forcément des répercussions considérables en termes de scolarisation, d'espérance de vie, de « classe moyenne »<sup>16</sup>, etc.). Restent les cas de Singapour ou Hong Kong, où la scolarisation, par exemple, est excellente : je n'hésite pas à les considérer comme non significatifs. Même si le premier est un État indépendant reconnu par la communauté internationale, on ne peut considérer signifiant un pays-ville, un petit quartier de la Malaisie. L'IDH du 16<sup>e</sup> arrondissement de Paris aussi serait sans doute excellent, mais pas très significatif.

Par ailleurs, il est intéressant de suivre les rangs d'IDH non point selon la simple liste décroissante, mais en les reclassant selon des aires de tradition coloniale/culturelle ou des aires géopolitiques. Les exemples du tableau suivent la classification du PNUD (IDH « élevé », « moyen », « faible »)<sup>17</sup>.

Si, même compte tenu des imperfections de l'indice du développement humain, les différences sont considérables et que, à mon avis, la limite entre les IDH « élevé » et « moyen » a été placée bien trop haut, semblant intégrer dans les pays du centre des pays « intermédiaires », il n'en reste pas moins tout à fait certain qu'il y a des NPI qui n'exportent pas que des matières premières pour n'importer que des biens manufacturés (classique « pacte colonial »), mais qui exportent des chaussures, des composants électroniques, voire des voitures – cependant ces pays importent massivement les biens d'équipement et les cadres nécessaires, font appel aux transferts de capitaux externes et restent dépendants de marchés précaires. Un moyen d'aborder cette question des pays « intermédiaires » est de revenir sur la crise asiatique de 1997.

### *3.2 - La crise asiatique de 1997*

Revenir sur ce qui s'est produit dans les pays du Sud-Est asiatique durant l'année 1997, est une bonne approche d'au moins certains pays « intermédiaires ». Cette crise, ils ne s'en sont pas encore remis

---

<sup>16</sup> J'utilise ici des guillemets pour « classe moyenne », car si cette expression est courante, le sens du mot « classe » est ici bien distincte de l'analyse en termes de classes sociales (*cf. infra*).

<sup>17</sup> Chaque catégorie d'IDH (« élevé », « moyen », « faible ») est séparée des autres par un trait simple continu. Chaque regroupement commence toujours par la catégorie d'IDH « élevé » ; dans certains regroupements, il n'y a que deux catégories, l'« élevée » et la « moyenne », sauf dans les exemples de référence donnés en tête de tableau, où il n'y a que les catégories d'IDH « élevé » et « faible » (par conséquent séparées par un trait double continu).



surtout sur le plan social – aggravation de la pauvreté, du chômage, recul de la scolarisation, accroissement des tensions et de la fragmentation sociale<sup>18</sup> –, mais aussi sur le plan de la nationalité de la propriété du capital.

La crise a commencé en Thaïlande le 2 juillet 1997 avec la dévaluation du bath, et se répandit dans les autres pays du Sud-Est asiatique, surtout en Corée du Sud, mais aussi à Taiwan et Hong Kong. Ce fut une crise du capitalisme sans aucun doute, mais plus une crise financière et des taux de change qu'une crise de l'économie réelle de ces pays, même si elle eut des conséquences sur leur économie réelle.

La croissance annuelle du PIB de l'Asie du Sud-Est avait été très forte au cours des vingt années précédentes (1977-1996), à savoir de 7,7%, et vraiment violente de 1987 à 1996 (9,2 %) – alors qu'au même moment les taux de croissance de l'Union européenne oscillaient entre 2,5 et 3,3% (cas du Portugal). On avait donc des taux de plus du double de ceux de l'UE, illustrant facilement – et fallacieusement – la « sortie du tiers monde » de ces pays. Comment s'explique alors leur crise de 1997 ?

Ces pays exportaient avant tout des biens de consommation : textiles, chaussures, pièces détachées et composants informatiques, etc. Or ces exportations vivaient traditionnellement de la demande américaine (par exemple, 45% des exportations de Singapour étaient des matériaux informatiques exportés surtout vers les États-Unis) et la baisse de celle-ci était immédiatement génératrice de problèmes. Par ailleurs, on oublie souvent que, pour faire des exportations, il faut faire des importations : machines-outils, pièces détachées, etc. – ces pays étaient donc aussi de gros importateurs. Leurs exportations allaient vers les États-Unis, mais aussi vers les autres pays asiatiques, et de manière croissante vers le Japon depuis la réévaluation du yen par rapport au dollar en 1985. Les exportations du Japon lui-même ont alors été freinées, menant ses entreprises à délocaliser ailleurs dans le Sud-Est asiatique pour profiter des quotas d'exportations de ces pays vers les États-Unis. Une part croissante des exportations « japonaises » passèrent dès lors via la production dans le Sud-Est asiatique, pendant que de gros mouvements de capitaux (investissements directs, boursiers et prêts) se produisaient du Japon vers l'Asie du Sud-Est. Or ce phénomène de délocalisation japonaise en Asie n'était possible que si les taux de change permettaient des

---

<sup>18</sup> PNUD, *Rapport...*, *op.cit.*, p. 40.

prix concurrentiels aux États-Unis, d'où des politiques de stabilité financière et de stricte parité des monnaies de ces pays avec le dollar.

Au cours des années 1996-1997, non seulement le marché des produits informatiques fut au plus bas aux États-Unis, mais le taux du dollar monta fortement (conséquence classique du déficit commercial américain). Or comme ces pays du Sud-Est asiatique maintenaient coûte que coûte la parité entre leur monnaie et le dollar, leur compétitivité décrut, en particulier face à la Chine populaire qui avait fortement dévalué dès 1994 – vraie bombe à retardement pour tout le reste de l'Asie. Dans le même temps, l'Europe menait une politique très vigoureuse d'exportation. Bref, toute la terre ne pouvait avoir une balance commerciale excédentaire... Les revenus de la bourse de Bangkok étaient négatifs depuis 1994 et l'instabilité politique gagnait.

Mais le fort lien politique entre les monnaies du Sud-est asiatique (donc hors Japon) et le dollar avait pu faire croire qu'il n'y avait pas de risque à avoir, par exemple, des baths, à la place du dollar. Cela alimentait aussi la tendance à des investissements plus spéculatifs que productifs dans la bourse, dans des aéroports géants, dans de grandes tours et dans l'immobilier de luxe, avec un surinvestissement notoire, des milliers de m<sup>2</sup> restant à vendre<sup>19</sup>. On pouvait investir sans grand risque apparent et les fonds de pensions américains furent très présents dans des placements boursiers très rentables. mais une partie de ces revenus, on l'a vu, étaient spéculatifs, n'entraînant pas de croissance de l'investissement. En clair, les pays du Sud-Est asiatique utilisaient ces capitaux extérieurs volatiles pour combler le fort déficit de leur balance des paiements dû à leurs importations massives de biens d'équipement.

Dès avant juillet 1997 en Thaïlande, anneau le plus faible, beaucoup d'entreprises immobilières étaient en difficulté, ce qui se répercutait sur les financiers qui étaient derrière elles. Il fallait donc rapidement assainir le secteur financier, peu surveillé à cause de la fusion des milieux politiques et financiers. Les spéculateurs internationaux ont alors attaqué le bath (1<sup>er</sup> semestre 1997). Après avoir englouti 18% de ses réserves, la Banque de Thaïlande laissa glisser sa monnaie, qui passa rapidement de 25 à 40 baths le dollar. Les pertes des fonds de pension américains en Thaïlande devaient être compensés très rapidement par des ventes sur les autres places boursières asiatiques (Malaisie, Philippines, Indonésie), et par des placements plus sûrs à Hong Kong, place forte encore plus liée au dollar et connue pour ses

---

<sup>19</sup> À Macao (encore sous souveraineté portugaise), ville de 450 000 habitants, il y avait 40 000 appartements à vendre et on continuait à construire !

80 milliards de dollars disponibles pour défendre son taux de change, adossé à une Chine populaire doté de 120 milliards pour la même fonction, matelas quand même rassurant. Naturellement, les actifs de Hong Kong furent vendus à leur tour un peu plus tard (octobre), et les sommes transférées en bons du Trésor américains...

On le voit, le miracle asiatique n'était pas du tout parfait, même sur le plan strictement économique. Outre les investissements spéculatifs et de prestige, la *production* proprement dite était surtout de propriété japonaise et américaine, les *chantiers* de production étant, eux, de propriété sud-est-asiatique. Cela posait le problème de l'appropriation nationale de la production, de l'accumulation de capital et de l'augmentation de la valeur ajoutée locale, du développement du capital humain (la plupart des ingénieurs étaient des expatriés) et de la création de vrais marchés nationaux par l'augmentation des salaires. *Bref, de la constitution de toute la chaîne des milieux sociaux nécessaires à la reproduction d'un capitalisme endogène*<sup>20</sup>.

En 1985-1986, une première crise très violente avait pu être jugulée assez rapidement, mais surtout grâce à des délocalisations japonaises. Or ce n'est plus le cas aujourd'hui, et la question d'avoir suffisamment d'ingénieurs, de managers, etc., reste un problème fondamental. La situation en 1997 fut plus difficile qu'en 1986, les accords avec le FMI furent très durs, les budgets des États très comprimés, sans flexibilité aucune. La crise indonésienne consécutive a montré par ailleurs qu'on ne peut, au moins à court terme, compter sur un quelconque changement de comportement des élites politico-militaro-financières. En fait, les difficultés d'accumulation locale de capital et de formation de capital restent entières, sinon se sont aggravées, puisque, comme on le sait, un des effets les plus sûrs – et durables – de la crise a été de permettre à des capitalistes des pays du centre de racheter à bas prix des pans entiers de leurs économies « nationales ».

On peut penser que la « parenthèse sud-coréenne » est en train de se refermer. Si l'on remonte en effet un peu plus loin dans l'histoire, on ne peut que constater qu'en raison de la révolution chinoise (1949) et de son tournant communiste définitif (1953), l'impérialisme dominant a permis aux « pays de contention » de mener des politiques économiques exactement inverses de celles qu'il prônait pour

---

<sup>20</sup> N'étant pas moi-même spécialiste de l'Asie (mais de l'Afrique), ces réflexions doivent beaucoup à l'apport de mon collègue Manuel António de Almeida Serra, de l'Institut supérieur d'économie et de gestion de Lisbonne, spécialiste de Macao et des économies du Sud-est asiatique. Naturellement, je suis entièrement responsable de la manière dont j'ai transcrit les données qu'il m'a fournies.

l'Amérique latine ou l'Afrique, des politiques d'État fort (non seulement au sens de la répression politique mais de la force structurante et de l'administration) et de soutien massif des pouvoirs publics aux entreprises privées, et leur a permis de profiter de mesures américaines contre-protectionnistes (vastes quotas d'exportations vers les États-Unis), etc. On ne peut savoir ce qui se serait produit si la politique américaine avait été autre, mais il est certain que ces conditions exceptionnelles, non reproductibles ailleurs, ont permis à la Corée du Sud de procéder, presque, à une « révolution sans révolution » bourgeoise et de sortir, presque, du tiers monde. Une telle politique n'a plus de raison d'être aujourd'hui (à moins de heurts militaires majeurs quand même peu probable : invasion de Taiwan par la Chine continentale). Cela ne signifie pas que la Corée du Sud soit maintenant fatalement repoussée vers le bas : exceptionnelle ou pas, la politique américaine sur cinquante années a eu des effets que l'on peut penser durables, il y a aujourd'hui un mouvement ouvrier bien organisé, etc. L'histoire même du Japon dans la deuxième moitié du XIX<sup>e</sup> et au XX<sup>e</sup> siècles, démontre du reste que l'hypothèse théorique de la possibilité de sortie du tiers monde est avérée, même si elle l'est rarement – Madagascar au même moment manifesta des velléités comparables, échoua et perdit son indépendance.

*Mais cela signifie clairement que ce n'est pas parce qu'un pays peut être « statistiquement » classé parmi la catégorie « intermédiaire », qu'il ne fait pas partie du tiers monde. La reproduction du capitalisme en son sein dépend en large mesure de phénomènes qui lui sont (encore) étrangers. Sa dépendance envers le centre est bien supérieure à l'autonomie fournie par les phénomènes d'interdépendance.*

« Pays intermédiaires », « NPI », « Pays émergents », ces expressions peu exigeantes font, sur le plan de la méthode, penser au galimatias dénommé « classes moyennes ». Des « classes » (certainement pas au sens marxien du terme – des catégories statistiques, plutôt), sont étiquetées « moyennes » en fonction d'une grande variabilité de critères, sauf un : la place au regard du procès de production. Cela ne permet plus de saisir les grandes tendances de l'évolution sociale. Ainsi, sous prétexte que l'on mange à sa faim et que l'on travaille sur des machines numériques, on est donc « moyen » et le prolétariat (au sens marxien) disparaît, alors qu'il n'a jamais été aussi majoritaire dans les pays développés<sup>21</sup> !

---

<sup>21</sup> D'un point de vue marxiste, on peut penser qu'au moins 75% de la population française appartient au prolétariat – concept évidemment bien distinct de celui de pauvreté.

L'analogie s'arrête là, le tiers monde *n'est pas* le prolétariat du monde – on y revient – mais l'expression de « pays intermédiaires », à l'instar de celle de « classes moyennes », ne permet pas de dégager les lignes force de l'évolution du monde mondialisé.

### *3.3 - Quelle évolution globale ?*

Il ne s'agit pas de dire que la situation n'a pas changé depuis le Moyen-Âge. À l'inverse, il est clair que, globalement et sur la longue durée, il y a eu un déplacement général vers le « haut », mais cela ne signifie aucunement qu'il y ait eu diminution de la distance entre le centre et la périphérie, notamment aux niveaux de la capacité de concevoir, de décider, d'être au cœur des révolutions techno-industrielles et d'investir : le « curseur » de l'inégalité entre les pays du centre et certains pays de la périphérie, a pu notablement, voire considérablement, se déplacer vers le haut, mais cela ne modifie pas la largeur du même curseur, l'épaisseur de l'inégalité proprement dite : le rapport du PNUD 1999 note même une aggravation de l'inégalité depuis... 1820 !

L'existence de « pays intermédiaires » doit donc être intégrée dans le concept de tiers monde, catégorie qui a *toujours* été fort hétérogène sur le plan des grands agrégats socio-économiques, mais dont l'intérêt n'est pas tant de mesurer la « pauvreté » (qui peut être « intermédiaire », sans nul doute !) que la situation au centre ou à la périphérie des lieux de direction du monde. La question est bien sûr de savoir si, entre la France et l'Algérie, entre le Portugal et le Brésil ou le Maroc, entre la Grèce et la Turquie, entre les États-Unis et le Mexique, etc., il y a un abîme au niveau des grands indicateurs socio-économiques, mais elle concerne plus largement celle relative à l'existence endogène de la totalité de la chaîne des milieux sociaux nécessaires à la reproduction du capitalisme. Évidemment, seul le premier terme du raisonnement est « mesurable » (quoique avec bien des contestations possibles sur les statistiques), alors que la mise en évidence du second relève plus de l'analyse. Mais l'épisode asiatique de 1997, mettant en jeu, on l'a vu, des pays « émergents » et largement « intermédiaires » est un indice très fort de la faiblesse structurelle et historique de leur « capitalisme ». On aurait pu prendre aussi l'Amérique latine (notamment le Mexique, membre de l'ALENA), voire les pays du Maghreb comme exemples.

S'il m'apparaît clairement que la « définition » du tiers monde restera toujours assez floue puisqu'elle recouvre des réalités et des histoires

fort diverses, il y a cependant des « faisceaux d'indices » qui permettent de le reconnaître et de le situer avec la nécessaire précision conceptuelle, au-delà de considérations, certes importantes mais non structurelles, comme la « pauvreté ». Ces faisceaux d'indices devraient être relatifs, *au moins*, aux considérations suivantes :

◆ il s'agit de pays qui ne viennent pas, historiquement, du mode de production capitaliste (même s'ils ont pu connaître le mercantilisme) et qui, d'une manière ou d'une autre, directement ou indirectement, lui ont été soumis (par des moyens militaires ou économiques), et ne s'avèrent, pour cela même, capables de le reproduire que partiellement, sans stabilisation d'un développement endogène, et sans production de la chaîne complète des milieux sociaux nécessaires (principalement aux sommets financier et intellectuel de cette chaîne). Cela inclura donc l'Ancien monde africain et asiatique (sauf le Japon) et l'Amérique latine produite par un colonialisme précoce et mercantile, et devenue indépendante avant les révolutions industrielles et la période historique impérialiste<sup>22</sup>

◆ ces pays souffrent donc d'une difficulté historique d'articulation de leur mode de production originel non expansionniste avec le mode de production capitaliste par nature expansionniste, et possèdent rarement de vraies bourgeoisies (au sens de l'esprit du capitalisme). Dans les cas les plus graves (comme l'Afrique subsaharienne), le mode de production originel (ici, domestique) disparaît plus vite, du fait de la mondialisation, que ne s'implante réellement le mode de production capitaliste, ce qui provoque des dangers d'anomie sociale. L'exode rural n'y est pas le produit de l'industrialisation et de la prolétarianisation endogène consécutive, et provoque la *plébéiennisation* de masses humaines énormes (ce qui est très différent de la *prolétarianisation*<sup>23</sup>).

◆ ces pays souffrent de la faiblesse de leur marché interne et sur le plan externe échangent peu ou assez peu avec leurs voisins de

---

<sup>22</sup> Dans le cas du Brésil, il y a même eu indépendance *sans décolonisation*, puisque c'est l'État métropolitain qui choisit, même après la défaite des troupes napoléoniennes au Portugal en 1812, de rester dans sa colonie.

<sup>23</sup> Je suis ici en désaccord total avec Claude MEILLASSOUX : « Du bon usage des classes sociales », pp. 9-58, in B. SCHLEMMER, ed., *Terrains et engagements de Claude Meillassoux*, Paris, Karthala, 1998, 416 p. ; M. CAHEN, *Du bon usage des corps sociaux. Pour une appropriation critique d'un concept de Claude Meillassoux*, Bordeaux, CEAN-IEP, sept. 1999, 25 p. multigr. (à paraître).

même rang économique et social<sup>24</sup>, ce qui provoque une grande difficulté à réussir des intégrations régionales

◆ ce sont des pays qui n'ont pas la maîtrise de leur capital – y compris le « capital social » –, la maîtrise des brevets techniques et scientifiques, du fait que les sommets financiers et intellectuels du capitalisme sont extérieurs ou faibles en leur sein.

Examinons enfin la thèse parfois entendue qui fait du tiers monde un concept « politiquement inventé » dans un contexte donné (la guerre froide, Bandung), et donc « politiquement inexistant » aujourd'hui – si ce n'est erroné depuis toujours. Personne ne contestera l'invention politique du *concept* de tiers monde, et l'importance du moment, du contexte, qui mena A. Sauvy à l'analogie avec le tiers état. Mais cet argument est étrange, car il pourrait être retourné contre, peut-être, la majorité des concepts en sciences sociales (celui de classe, par exemple). Le contexte politique peut peser très lourd dans le *mode d'apparition* d'un phénomène, peut être le catalyseur qui mène à sa *mise en évidence conceptuelle*, mais il ne provoque pas l'existence du phénomène lui-même !

Suivant l'étrange argument, le tiers état – lui aussi d'ailleurs fort hétérogène socialement – n'aurait été, finalement, que « ponctuellement existant », puisque c'est le plan de l'action politique qui permet sa mise en évidence : la journée des tuiles en 1788, la révolution de 1789-95, puis les révolutions parisiennes de 1830 et 1848, jusqu'à la dernière révolution du tiers état – en même temps que la première révolution prolétarienne – que fut la Commune de Paris de 1871. S'il est des contextes qui le mirent en évidence, il avait pourtant une existence permanente. Cette question en fait ne relève de rien d'autre que du très vieux débat sur la « conscience en soi » et la « conscience pour soi » : l'inexistence fréquente de la seconde n'infirme pas l'existence de la première. En bref, Bandung et l'« invention politique » ne changent rien sur le fond.

#### **4 - La question du néocolonialisme : l'« État importé » ou l'État colonialistique ?**

Avec la mort annoncée des concepts « issus de la guerre froide », le néocolonialisme a bien entendu également disparu. L'époque est

---

<sup>24</sup> Rappelons que la France fait plus de 50% de son commerce extérieur avec la seule Allemagne.

formidable ! Il me semble pourtant bien souhaitable de le ressusciter. Il faudra pourtant le faire de manière critique.

Je crois qu'ici la théorie devrait évoluer. D'une part la mondialisation provoque une situation dans laquelle le rôle des anciennes « métropoles » tend à diminuer, à se diluer dans d'autres espaces. Déjà, les PALOP (pays africains de langue officielle portugaise), parfaitement « néocoloniaux » malgré leur période « marxiste » ou « radicale » (1975-1985/92), ne sont pas particulièrement dépendants de leur ancienne métropole (du fait du contexte de la décolonisation tardive – 1975 –, et de la modestie financière portugaise). Ils préfigurent donc l'Afrique du XXI<sup>e</sup> siècle, une Afrique néocoloniale mais dont les « métropoles » n'ont plus pour nom Paris, Lisbonne, Londres ou Bruxelles, mais FMI et Banque mondiale<sup>25</sup>.

Mais d'autre part et surtout, l'analyse du néocolonialisme a été de manière outrancière uniquement économique (même si l'on a pu parler de néocolonialisme culturel) : l'exploitation impérialiste relevait du « pillage du tiers monde », etc. Ce n'était pas faux – ce n'est toujours pas faux –, et il n'est pas inutile de le rappeler<sup>26</sup>. Mais cela laissait en suspens la nature de l'État. Car le néocolonialisme ne relève pas seulement de l'exploitation, mais d'une oppression beaucoup plus globale. Si le Mozambique, si le Sénégal, si le Kenya sont des pays néocoloniaux, ce n'est pas seulement parce qu'ils sont exploités par des firmes étrangères (issues ou non de l'ancienne métropole), ou par le biais de l'échange inégal. C'est aussi parce que ces États sont semi-coloniaux, mais au sens de structurellement *semi-portugais, semi-français, semi-britanniques*. La toute première raison de cela est qu'ils furent et restent bâtis sur des espaces géopolitiques définis très rapidement, pas « historiquement », après le congrès de Berlin et que, structurellement non représentatifs des peuples présents au sein de leur aire de violence légitime, ils doivent en permanence procéder à leur légitimation moderne par la fabrique d'une nation, fabrication qui n'est pas du nationalisme (expression politique du fait national, d'une nation existante) mais du *nationisme* (projet de nation

---

<sup>25</sup> « Lendemain de colonisation portugaise – Prototype d'une « Afrique moyenne » sans métropole ? », *Historiens & Géographes* (Paris, Association des professeurs d'histoire et géographie), n° 367, juillet 1999, pp. 255-272 (dossier « Afrique subsaharienne », sous la dir. de Colette Dubois, pp. 73-295).

<sup>26</sup> Relativement à la mauvaise mise en valeur de certaines régions du tiers monde, est odieuse la boutade : « Savez-vous qu'est-ce qui est pire que d'être exploité par l'impérialisme ? — C'est de ne pas être exploité par l'impérialisme ! », car elle sous-entend que si une région n'était pas exploitée par l'impérialisme, elle n'aurait tout simplement pas d'économie, pas de société, pas de mise en valeur de ses ressources et qu'elle serait réduite à attendre, dans la misère, l'arrivée des « exploitants » (blancs de préférence). Cela relève donc du paternalisme le plus éculé.



post-coloniale contre les ethnonations existantes)<sup>27</sup> et qu'ils le font selon les structures politiques dont ils ont hérité.

C'est aussi pour cela qu'il n'y a guère de sens à dire que ces États sont « importés »<sup>28</sup>. L'*appareil d'État* colonial, souvent abusivement appelé « État colonial »<sup>29</sup>, était importé, mais l'État colonial était l'État de la métropole<sup>30</sup>.

À partir du moment où l'on définit l'État non point par une simple description, mais *de par ses fonctions dans une société donnée*, il y a nécessairement une historicité de l'État. Sinon, ça ne pourrait tout simplement pas marcher. Bien des formes de cet État peuvent être *imposées* (au besoin par l'intervention militaire, le coup d'État téléguidé, ou plus simplement par le mimétisme<sup>31</sup>) mais la notion d'*importation* n'est pas heureuse parce que d'une manière ou d'une autre cet État devra remplir de multiples fonctions locales et des fonctions d'interface entre le local et le mondial. De ce fait même, il est forcément *reconnu* – ou tombe. Il peut y avoir de l'importation *dans* l'État mais pas celle de l'État lui-même, la forme de l'État peut être imposée, mais point importée comme l'était l'appareil d'État colonial, sauf dans des cas extrêmes et temporaires (protectorat actuel sur le Kosovo, toute puissance de l'Interfet à Timor Loro Sae<sup>32</sup>, etc.)<sup>33</sup>. Jean-François Bayart a alors beau jeu de répondre, notamment

---

<sup>27</sup> Sur ces questions, voir mes ouvrages : *Ethnicité politique. Pour une lecture réaliste de l'identité*, Paris, L'Harmattan, 1994, 176 p., ISBN : 2-7384-2651-4 et *La nationalisation du monde*, *op. cit.*

<sup>28</sup> Bertrand BADIE, *L'État importé. L'occidentalisation de l'ordre politique*, Paris, Fayard, 1992, ISBN : 2-213-030-13-8.

<sup>29</sup> Crawford YOUNG, *The African Colonial State in Comparative Perspective*, New Haven, Londres, Yale University Press, 1994, 356 p., index, ISBN : 0-300-05802-0.

<sup>30</sup> ...sauf quelques cas exceptionnels de « colonies autocentrées », où l'État colonial (métropolitain) lui-même s'est placé au sein de sa colonie : Brésil 1805-1831 et, plus récemment, l'Afrique du Sud (sous l'apartheid), la Rhodésie (1965-1980) ou encore d'une certaine manière l'État ethno-religieux d'Israël.

<sup>31</sup> Le mimétisme n'est pas toujours spontané, mais peut être nourri de consultants européens bien réels allant rédiger, moyennant finance, les constitutions « africaines » et former les « ENA » locales...

<sup>32</sup> Organisation des Nations unies à Timor Est (Timor Loro Sae).

<sup>33</sup> Pour les mêmes raisons du reste, il n'est pas très rigoureux de parler de la « criminalisation de l'État », de la « privatisation de l'État » : ce sont de jolies expressions de sciences politiques mais l'État fût-il peuplé exclusivement de criminels privatisant à tout rompre, ce n'est pas l'État qui est une institution criminelle ou/et privée. Il demeure une structure de contrainte et de relationnement avec l'économie-monde, définie par cet ensemble de fonctions. La criminalisation et la privatisation trahissent et subvertissent l'État. S'il y eut dans l'histoire des exemples d'État criminel, alors il faudrait les chercher du côté du fascisme, du nazisme ou du stalinisme, et non point du côté des États dépendants.

à B. Badie en soulignant l'« historicité de l'État importé »<sup>34</sup>, mais cela laisse encore perplexé : il y a une historicité et une reproduction de la dépendance, à la limite il peut y avoir une historicité *dans* l'État importé (c'est-à-dire dans l'appareil d'État colonial lui-même, évoluant au contact de la société colonisée) mais point *de* l'État importé<sup>35</sup>.

L'Amérique latine montre bien que l'État n'est pas importé, puisqu'il y a été créé par les élites créoles elles-mêmes. L'Afrique, d'indépendance plus récente et dans la plupart des cas octroyée (sauf l'exception des luttes armées ou des puissants nationalismes : Maghreb, Algérie, Zimbabwe, Afrique de langue portugaise, Afrique du Sud), est peut-être bien en train de créer ses « créoles » *après* les indépendances – à savoir les corps sociaux<sup>36</sup> qui se reproduisent par le biais de l'appareil d'État ou à ses marges profitables en l'absence de vraie bourgeoisie nationale.

Cependant, on a bien un phénomène de *métissage étatique* qui vient largement des conditions de reproduction des élites dirigeantes. Je crois que ce qui décrirait le mieux la réalité contemporaine à moyen et long terme serait de recourir au concept utilisé pour une histoire fort ancienne, celui de civilisation *hellénistique*. On le sait, les États et civilisations hellénistiques (Séleucides, Bactriane, etc.) étaient bien distincts des colonisations directes de Grande Grèce (Sicile, Italie du Sud, Asie Mineure côtière). On a affaire aujourd'hui certes à des États économiquement néocoloniaux, mais surtout à des *États métis*, c'est-à-dire structurellement et civilisationnellement des *États colonialistiques*. Ces États ne sont pas « à moitié » ceci et cela, mais *entièrement enracinés dans la domination de leurs sociétés par le mode de production capitaliste, qui n'est autre que le contexte historique de leur reproduction dépendante et qui provoque l'existence d'une base sociale.*

## **5 - Tiers monde et tiersmondisme**

Accepter la notion de tiers monde n'est donc nullement approuver une analyse tiersmondiste. Le tiers monde existe, ce qui ne signifie pas

---

<sup>34</sup> Jean-François BAYART, *L'historicité de l'État importé*, Paris, CERI, 1996, 50 p. (« Les Cahiers du CERI », 15). Voir aussi son ouvrage (ed.) *La réinvention du capitalisme (Les trajectoires du politique, I)*, Paris, Karthala, 1994, 256 p., ISBN : 2-86537-429-7.

<sup>35</sup> sauf les cas très exceptionnels évoqués à la note 30.

<sup>36</sup> Claude MEILLASSOUX, *op. cit.*

qu'ait un sens d'être « pour lui ». Il y a un joli paradoxe chez ces marxisants qui, s'affirmant tiersmondistes, n'ont de ce fait même pas développé une analyse en termes de classe, mais une vision simplifiée de la dépendance, menant à de supposés États sans base sociale (*comprador*, etc.). Le tiersmondisme n'a pas été une forme d'internationalisme. Il a, presque toujours, mené à la défense de « pays », tous milieux sociaux confondus, surtout si d'aventure leurs élites politiques étaient un peu radicales.

En Afrique subsaharienne, afin d'unifier la « nation » contre le tribalisme et le néocolonialisme, on a ainsi justifié des régimes de partis uniques assurant l'hégémonie du clan, voire de l'ethnie, ayant su saisir l'État. On a reproduit une vision de ces sociétés comme dominées en bloc – ce qui était vrai –, mais en en sous-estimant les contradictions internes et notamment l'existence des *milieux sociaux portés par la dépendance, y compris dans la revendication de l'indépendance*, notamment ceux gravitant autour de l'appareil d'État, ceux-là mêmes qui tenaient des discours radicaux durant un temps. Ces milieux ne sont pas une bourgeoisie nationale mais sont pourtant bien plus que simplement compradores. Leurs États, à la différence de ce que put réaliser la Troisième République française par exemple, ne sont pas socialement promouvants et ne peuvent « échanger » l'oppression ethnique (nationisme) contre le progrès social<sup>37</sup>. Dépendant de leur aire coloniale de définition ne correspondant pas aux aires ethnonationales prégnantes, ils sont structurellement oppresseurs dans leur affirmation « nationale » donc anti-ethnique (même si le quotidien de leur paternalisme autoritaire use et abuse évidemment des ficelles ethnoclientélistes). En ce sens, le tiersmondisme fut une solidarité conservatrice, défendant la nation projetée sur la base de la définition coloniale, acceptant la transition vers l'État colonialistique. En Asie, le cas de l'Indonésie – héritière, en bloc, de l'empire hollandais – est certainement l'un des plus proches de la situation africaine – imposante démographie mise à part.

En Amérique latine, le tiersmondisme a mené au soutien de régimes militaires (le Pérou des « militaires de gauche » par exemple) alors que ces régimes ne rompaient pas vraiment avec la nature « ibéro-rhodésienne » des États.

Il faut cependant reconnaître qu'il y a aussi eu des passerelles entre le tiersmondisme classique et l'internationalisme, c'est-à-dire la

---

<sup>37</sup> Il est « interdit de cracher et de parler alsacien », mais c'est à l'école publique, gratuite, laïque et obligatoire.

solidarité avec les nations réellement existantes, fussent-elles non étatiques, fussent-elles ethniques – indiennes, bantoues, etc. – et, au moins un temps, anti-étatiques. C'est la révolution indienne qui s'annonce pour le XXI<sup>e</sup> siècle (Chiapas, derniers événements en Équateur, voire au Brésil lors du 500<sup>e</sup> centenaire de la « Découverte ») qui remet tendanciellement en cause les États ibéro-rhodésiens d'Amérique latine plus que le tiersmondisme, du moins tel que nous l'avons connu. Il restera à se demander pourquoi les Indiens (indigènes d'Amérique) obtiennent plus facilement la solidarité de secteurs de l'opinion dans le centre du monde, que certaines révoltes identitaires africaines tout autant indigènes mais inmanquablement repoussées dans l' « ethnisme » et le « tribalisme ». Même dans la solidarité, tout se passe comme si l'Indien était quand même « plus » que le Noir.

## **6 - Le centre, la périphérie et leurs « situations »**

Les notions de centre et de périphérie n'ont de sens, d'abord, que relativement à un mode de production, en l'occurrence capitaliste, et ne sont pas, d'abord, une question de géographie. Mais évidemment, l'expansion du mode de production capitaliste venu d'Europe a provoqué de complexes phénomènes de spatialisation, selon le type de contacts avec les régions historiques préexistantes. Il n'a pas du tout été homogènement distillé dans l'espace. Il continue à se déployer au sein d'un monde formé de régions civilisationnelles. La domination par un mode de production crée des phénomènes de développement inégal et combiné.

On peut, on doit, discuter du remaniement des territoires westphaliens au temps de la mondialisation. Mais ce n'est pas, en soi, parce que certains territoires westphaliens vont peut-être disparaître pour être remplacés par de plus vastes, que ces territoires plus vastes ne seront pas... westphaliens<sup>38</sup> ! Certains vont plus loin et cèdent à une mode, d'ailleurs venue de la « mondialisation », à savoir qu'il n'y aurait plus de territoires (après la fin de l'histoire, la fin des territoires !), et seulement des réseaux, et par conséquent que le Nord et le Sud existeraient bien, mais sans guère de spatialisation propre. La « preuve » en serait le développement de la pauvreté et les

---

<sup>38</sup> Je fais évidemment référence à l'ouvrage, au titre à mon avis malheureux, mais au contenu par ailleurs plus nuancé, de B. BADIE, *La fin des territoires*, Paris, Fayard, 1995, ISBN : 2-213-59460-0.

phénomènes de SDF, etc., qui constitueraient la présence du « Sud » dans le « Nord », pendant que, dans le tiers monde, les richissimes personnalités corrompues seraient la présence du « Nord » dans le « Sud ». Cela peut être des images didactiques, mais relève surtout d'une jolie bouillie théorique car le « Nord » et le « Sud » ne sont pas des classes mais des *sociétés entières*.

Par exemple, un débat très difficile pour les Latino-Américains est d'admettre qu'ils ne sont pas des colonisés, mais des *colonisateurs* (même s'ils ont été ensuite rejetés dans le tiers monde par l'histoire du XIX<sup>e</sup> siècle). Que ce soit dans les cas des indépendances ibéro-rhodésiennes de l'Amérique espagnole, ou dans le cas de l'indépendance sans décolonisation de l'Amérique portugaise, les élites qui prenaient le pouvoir faisaient partie des milieux sociaux colonisateurs. Les colonisés, en l'occurrence, n'étaient que les Indiens. Cela signifie que même les esclaves noirs faisaient partie du *monde* du colonisateur et non point du monde des colonisés. Bien entendu, dans ce *monde*, ils ne faisaient point partie de la même *classe*, mais cela explique que furent rares les cas de révoltes en alliance Noirs-Indiens et qu'existèrent en revanche moult cas où les Indiens ramenaient au Blanc ses nègres marrons dans le cadre des arrangements locaux de paix.

Cet exemple permet de comprendre que le fait d'être SDF au « Nord » ne signifie pas que l'on fasse partie du « Sud »<sup>39</sup>, du monde colonialistique. Inversement, un Mobutu pouvait être le deuxième ou troisième homme le plus riche de la planète, il reste à prouver qu'il fut un véritable capitaliste, à déterminer si sa fortune vint de l'extorsion de la plus-value au cours d'un processus de production ou de la réalisation d'un profit au cours d'un échange marchand, ou plus simplement de la kleptocratie d'État. Même les Mama-Benz du Togo, jusqu'à présent, ne semblent pas donner naissance à une vraie bourgeoisie, accumulant en appartements à Amsterdam et Paris, et non point dans la chaîne verticalement intégrée de la production du wax. Cela est dû à des raisons tant externes qu'internes – externes parce qu'un vrai processus bourgeois d'accumulation locale mènerait très vite à un affrontement majeur avec les impérialismes dominants<sup>40</sup> – et internes parce qu'en l'absence de capitalisme complet, il est souvent plus rentable de compter sur les solidarités

---

<sup>39</sup> Vocabule que, de surcroît, on l'aura noté, je n'emploie pas sans guillemets (*cf. infra*) !

<sup>40</sup> D'une certaine manière, la guerre contre l'Irak (*cf. supra*) fut un exemple de cet affrontement possible entre des intérêts bourgeois locaux et l'impérialisme.

lignagères que de verser dans le « travail libre » du capitalisme<sup>41</sup>. Un Mobutu, par conséquent, fait bien partie du *monde* colonialistique, du tiers *monde*.

Le tiers monde n'est pas *défini* par une localisation géographique, cependant il occupe bien des lieux et territoires, ne serait-ce que parce qu'un mode de production se déploie au sein de sociétés évidemment spatialisées. Mais cela mène à d'autres problèmes de « lieux », notamment de savoir s'il inclut ou pas les anciens pays de l'« Est ». La réponse ne peut être simple, parce que la méthode définie plus haut – repérant le tiers monde essentiellement à l'aune d'un « capitalisme incomplet », de l'inexistence de la chaîne complète des milieux sociaux nécessaires à sa reproduction – implique la durée. Appliquée mécaniquement au moment *n* actuel, elle mènerait sans coup férir à verser la Russie dans le tiers monde, dans la mesure où le complexe politico-militaro-maffieux ne saurait être le meilleur exemple de bourgeoisie complète dotée d'un exemplaire esprit de capitalisme. Mais le problème de la Russie est en réalité autre (et ne sera que cité, et point étudié, ici) : l'économie nomenklaturiste stalinienne est en réalité encore très largement en place, nous ne voyons que le début du processus de rétrotransition au capitalisme. L'existence d'une élite et d'une intelligentsia historiquement importante est cependant un contexte bien plus favorable que dans le tiers monde pour la production, à terme et dans la douleur des conflits sociaux, d'une bourgeoisie. Le plus probable sera l'éclatement de ces pays : Tchéquie, Slovaquie, Pologne, peut-être Russie européenne, intégreront le centre, mais certains seront repoussés dans le tiers monde, fût-ce dans la catégorie « intermédiaire ». Cela nourrira de très grandes instabilités sociales, politiques et identitaires.

Avec les notions de centre et de périphérie, on est au croisement des analyses de classe et des sociétés entières. Le centre est une notion relative au mode de production, mais qui produit des phénomènes de spatialisation, et remanie en permanence, sans les détruire, les spatialisations antérieures. L'idée d'une mondialisation « supprimant » les nations, les États-nations, les « petites identités », etc., au profit de simples « réseaux » et « flux » (au demeurant réels), ne correspond ni à la réalité, ni à l'intérêt des sommets du capitalisme. Les identités ont été *remaniées* par l'histoire du capitalisme et du

---

<sup>41</sup> Voir à ce sujet mon article de discussion de l'ouvrage de Patrick CHABAL & Jean-Pascal DALOZ, *L'Afrique est partie. Du désordre comme instrument politique*, Paris, Economica, 1999, 196 p., ISBN : 2-7178-3858-9 (coll. « Analyse politique ») : *De l'Afrique, du « désordre » et de l'impérialisme*, Bordeaux, CEAN-IEP, 25 nov. 1999, 26 p. multigr. [à paraître in *Review*, Binghamton, State University of New York, Fernand Braudel Center].

colonialisme, elles le sont par la mondialisation, mais elles ne sont pas supprimées. Jusqu'à aujourd'hui, jamais les bourgeoisies, en tant que classes (même si leurs fractions sociales peuvent se diviser sur le sujet), n'ont abandonné le marché national (et donc l'État-nation) pour le « continent », jamais elles n'ont abandonné le continent pour le « monde ». Leur intérêt global est dans la *combinaison* de ces niveaux de marché, de ces niveaux d'État. Aux côtés du « macro-centre », du centre du monde, qui peut avoir des relais locaux, des « sous-centres » ou institutions relais, on a aussi des centres régionaux dont il n'est pas évident qu'ils sont ces simples relais du centre mondial. L'Union européenne, par exemple, ne peut être réduite à un simple échelon de la mondialisation – même si elle est *aussi* cela – et a sa propre histoire non réductible à celle d'une simple parcelle du monde. Parallèlement à la contradiction antagonique entre la mondialisation et l'internationalisation du monde, on a donc évidemment aussi des contradictions non antagoniques entre la mondialisation et certaines régionalisations.

Si la financiarisation pousse très fort à l'uniformisation, elle ne représente pas tous les secteurs du capitalisme et le fragilise même en s'éloignant dangereusement de la loi de la valeur... Cette dernière, liée au procès de production, impose une certaine territorialisation. Jusqu'à nouvel ordre, les sièges sociaux des multinationales ne s'établissent pas « n'importe où » dans le monde mondialisé et continuent à préférer se situer dans les lieux classiques du grand capitalisme. Ce n'est pas un hasard : c'est plus rentable.

*Le centre du monde est donc « situé », plus que précisément « localisé », à l'intersection de deux dimensions de nature différente, à savoir à l'intersection du positionnement économique au cœur du mode de production capitaliste, et de lieux physiques où ce dernier peut le mieux et le plus complètement s'épanouir. La périphérie en est la frontière d'expansion, et c'est bien pourquoi l'analogie avec les empires est valide.*

Le tiers monde est l'ensemble des sociétés entières qui ne disposent pas de la chaîne complète des milieux sociaux nécessaires à la reproduction du capitalisme. Les sociétés occupent des espaces, évidemment. Par conséquent, il s'agit d'un *concept social mais non classiste* et d'un *concept spatial* – l'espace géographique occupé par les sociétés entières socialement dépendantes dans le processus de reproduction du capitalisme, où qu'elles se trouvent – *mais non cardinal*. La notion de « Sud » est à rejeter catégoriquement. Si le concept de tiers monde a sans doute des inconvénients, le « Sud »

n'en élimine aucun et, outre le fait qu'il place ridiculement au « sud » les sociétés de la Sibérie arctique ou du Nunavut, il présente l'inconvénient majeur de faire disparaître la notion de dépendance et d'oppression que l'analogie avec le tiers état au moins exprimait. Il rend inintelligible la réalité des pays intermédiaires.

Cependant, l'analogie avec le tiers état s'arrête là, puisque, si celui-ci n'était pas non plus une classe, il recouvrirait un ordre de milieux sociaux *dans* une société entière donnée incluse dans le même territoire, le même pays. Le tiers monde ne recouvre pas un ordre de milieux sociaux dans le monde, mais des *sociétés entières* (du plus riche dictateur au dernier des miséreux) dans le monde, mais pas dans les mêmes territoires.

Si analogie il peut y avoir encore, ce serait à propos d'une question très différente, celle de l'existence d'un « tiers état mondial » incluant une partie de la population des sociétés du centre et pas toute la population des sociétés de la périphérie. Mais nous ne sommes plus à l'époque des ordres puisque le travail libre du capitalisme a fait émerger l'individu et donc les classes sociales. Grouper des catégories sociales, en réalité très différentes, sous prétexte de leur pauvreté commune, en un « tiers état du monde », serait oublier que n'existe plus ni le contexte politique des sociétés à ordres, ni les solidarités horizontales massives qui pouvaient exister entre un artisanat extrêmement étendu et les ouvriers (apprentis, compagnons) employés par cet artisanat. De toute manière, si une telle expression devait être utilisée ne serait-ce qu'à titre d'image, il devrait alors être bien clair que le « tiers état du monde » et le tiers monde sont deux réalités d'ordres complètement différents.

Bien entendu, la nécessaire précision des concepts se conjuguera toujours à la netteté moindre des contours de la réalité sociale – par exemple la « localisation » précise du tiers monde : où commence-t-il ? où s'arrête-t-il ? ce sera parfois très clair, et d'autres fois bien plus délicat (Oural et Russie asiatique ?). Il restera simplement à faire remarquer que le « flou » du réel est plutôt la règle dans les conceptualisations exigeantes des sciences sociales. Même les concepts apparemment les plus « carrés » reflètent des réalités imprécises : on sait que le prolétariat et la bourgeoisie existent bel et bien comme deux pôles sociaux, mais on sera incapable de définir « au couteau » la ligne de partage entre les deux. Toutes les formations sociales sont caractérisées, à leurs marges, par une certaine porosité. Inversement, on ne saurait arguer de l'infinie



complexité sociale pour renoncer, par effet de mode, à des conceptualisations indispensables à la compréhension du monde.

supérieur, de l'évolution de l'espèce humaine. On peut suivre cette évolution idéologique – un peu « ternie », il est vrai, par ce que d'aucuns qualifient pour s'en inquiéter d'« étonnant retour du marxisme » ou, pour s'en réjouir, des « spectres de Marx »<sup>4</sup> –, sur différents plans.

Ainsi, le « mode de production capitaliste » cédait la place à l'« économie », et cela d'une manière de plus en plus éthérée qui se serait réduite à la seule « finance » (rendue charmante et en un lien apparemment de plus en plus direct à l'individu grâce à la bourse sur internet), si des kraks réguliers n'étaient entre temps venus rappeler que la loi de la valeur garde ses droits.

### **1 - D'une mondialisation « neutre »...**

La « globalisation » et la « mondialisation » remplacèrent la « dictature mondiale du capital financier », c'est-à-dire qu'elles furent et sont vues comme des processus non seulement « inéluctables » et « technologiques », mais indépendants de la structuration en classes de la société, comme des phénomènes sans nature de classe.

Or cette idéologie est très puissante puisque, même dans les milieux de la gauche (y compris la gauche radicale) – de José Bové à Alain Krivine en passant par le PCF –, on note fréquemment l'usage de l'expression « mondialisation capitaliste », ce qui sous-entend qu'il pourrait y avoir une « mondialisation socialiste » ou du moins que la « mondialisation » elle-même est traversée par des aspects capitalistes (qu'il faudrait combattre), et d'autres qui vont dans le bon sens (qu'il faudrait appuyer).

L'expression « mondialisation capitaliste » découle en réalité de la confusion fréquente entre universalité et uniformité. La mondialisation, qui, tendanciellement, favorise indéniablement l'uniformité, irait donc malgré tout, bon an, mal an, dans le sens de plus d'universalité. Ainsi la quasi-synonymie entre mondialisation et universalisme induit-elle l'idée que si la mondialisation est mauvaise parce qu'actuellement capitaliste, elle deviendrait en revanche excellente si justement elle était dégagée de ces oripeaux bourgeois, devenant alors simple mouvement vers toujours plus d'universalité. Ce n'est pas qu'une question de mots, c'est une profonde erreur tant sur le plan conceptuel que sur l'analyse des phénomènes en cours.

---

<sup>4</sup> Daniel Bensaïd, *Le sourire du spectre. Le nouvel esprit du communisme. Essai*, Paris, Michalon, 2000, 248 p., ISBN : 2-84186-124-4.

*La mondialisation, l'internationalisation...* on confond ici deux notions *socialement* antagoniques. En effet, si la perspective antisystémique d'un socialisme démocratique (dont se réclament aujourd'hui les courants mentionnés *supra*) l'avait emporté, il est évident qu'avec la modernisation gigantesque ayant eu cours au XX<sup>e</sup> siècle, des phénomènes massifs de mise en relation internationale se seraient aussi produits. Mais ce n'est pas cela – interrelations massives de sociétés distinctes – que recouvre aujourd'hui le phénomène appelé mondialisation : comme son nom l'indique, la mondialisation tend à transformer chaque lieu du globe en une « parcelle du monde » plus ou moins identique aux autres, et en tout cas dont l'évolution n'est pas déterminée par des besoins propres définis par les habitants, mais par l'évolution globalisée du monde. C'est la dictature du « monde » (dont on voile opportunément la nature de classe) sur tout un chacun (individu, communauté, nation, État), dont on a pu voir les grands contours avec l'AMI (Accord multilatéral sur l'investissement) avorté et l'OMC, meurtrie à Seattle, c'est-à-dire toute une série de décisions d'importance majeure expropriant la démocratie politique territorialisée au nom de logiques joliment appelées « mondiales ». Cela est évidemment lié, non seulement au capitalisme et à sa tendance historique à la marchandisation, mais surtout à sa forme particulière de la financiarisation. En effet, ce dernier phénomène est particulièrement insensible à la prégnance de la localité, à la fois pour des raisons matérielles – les capitaux se déplacent presque à la vitesse de la lumière, à l'inverse des technologies, des marchandises et des humains –, et politico-sociales – les milieux sociaux du capitalisme financier ont tendance à vivre davantage des considérables lucres monétaires et spéculatifs que de la réalisation d'un taux de profit fondé sur un processus de production nécessairement plus enraciné territorialement).

L'inter-nationalisation du monde est ainsi une tendance historique simultanée, mais antagonique, à la mondialisation du monde. En effet, le monde continue à produire des nations, à se « nationaliser »<sup>5</sup>. L'inter-nationalisation ne mène donc nullement à la production de simples parcelles du monde, à la suppression des États, nations, ethnies et autres identités territoriales ou communautaires<sup>6</sup>. C'est à

---

<sup>5</sup> Je ne peux ici m'étendre sur cet aspect et me permet de renvoyer à mon ouvrage *La nationalisation du monde. Europe, Afrique, l'identité dans la démocratie*, Paris, L'Harmattan, septembre 1999, 256 p., ISBN : 2-7384-7330-X.

<sup>6</sup> De même, le pendant politique de l'inter-nationalisation, à savoir l'inter-nationalisme, ne doit pas être confondu avec l'antinationalisme... qui en emprunte pourtant souvent le nom !

l'inverse le phénomène de leur mise en relation croissante, en fonction des besoins propres de chaque aire historiquement prégnante, déterminés dans le cadre des citoyennetés. Ce n'est pas un hasard si, en France, les courants « souverainistes » actuellement mobilisés autour de la défense de la « nation » (en réalité de la seule identité politique de l'État) trouvent une partie de leur répondant dans la préoccupation de citoyens relative à la sauvegarde et à la défense de la République comme *territoire* de la démocratie politique, face au chronique « déficit démocratique » des institutions supra étatiques. Inversement, il y a un rapport fondateur entre le mode de production capitaliste en son étape de financiarisation, et la mondialisation. On peut même dire que la seconde n'est que le pseudonyme médiatisé du premier.

Il est donc absurde de parler de « mondialisation capitaliste », puisqu'elle l'est nécessairement en tant qu'effet de la marchandisation et de la financiarisation, et l'adjonction du qualificatif affaiblit la compréhension du phénomène en lui ôtant sa nature de classe intrinsèque. La réalité des nouveaux mouvements sociaux provoqués par la mondialisation, mais qui ne font encore que poindre en cette entrée dans le XXI<sup>e</sup> siècle – en France, des grèves de novembre-décembre 1995 au mouvement récent contre la « mal bouffe » – illustre cela. On a entendu, et l'on a pu trouver fort sympathiques, des slogans du type « *Contre la mondialisation capitaliste, vive la mondialisation des luttes* ». Ainsi la mobilisation contre l'OMC, dont l'archétype est José Bové, n'a pu être commodément taxée de « repli identitaire » et autre « enfermement ethnique » : le roquefort n'était pas antagonique à la pratique courante de l'anglais. Pourtant ces nouveaux mouvements sociaux ne dressent pas, en réalité, une mondialisation contre une autre, mais précisément expriment *la tendance à l'affrontement entre l'internationalisation du monde et la mondialisation du monde, la mise en commun des identités ressenties et des besoins sociaux vécus contre des normes financières globalisées et uniformes*. Ce sont bien des processus sociaux distincts qui cheminent – la mondialisation étant évidemment dominante dans ce côtoiement conflictuel – actuellement ! Et cela est d'autant plus net que, même si la mondialisation est la traduction spatialisée de la financiarisation, elle englobe justement de ce fait – la spatialisation – moult dimensions culturelles et sociales. La financiarisation est loin

d'être seulement « financière », comme l'a bien – mais partialement – montré le débat sur l'« exception culturelle »<sup>7</sup>.

## **2 - ... à un impérialisme soudainement disparu**

L'un des concepts qui a le plus souffert de la mode néolibérale est celui d'impérialisme. On conviendra volontiers que, dans le feu des luttes politiques, celui-ci ait pu être utilisé un peu à tort et à travers et que la démagogie du « c'est la faute à l'impérialisme » ait fréquemment été utilisée, par exemple par des élites africaines, pour voiler leurs propres échecs et turpitudes, tout comme ceux-là mêmes qui chez nous ont voté les traités de transferts de souveraineté vers Bruxelles ne se gênent pas pour dire « c'est la faute à Bruxelles ».

La question est autre, et doit être posée du point de vue de l'historien : l'impérialisme est une *période* historique précise dans l'*époque* du mode de production capitaliste. Si cette période est forclosée – hypothèse théoriquement parfaitement acceptable – il faut dévoiler les phénomènes d'importance majeure, ceux qui permettent le passage d'une période historique à une autre – et pas seulement d'un simple contexte mondial à un autre – qui montreraient non point la « date », mais le processus quand même assez rapide (une à trois générations) de passage de l'ancienne à la nouvelle période. Or ce type de question n'est jamais posé par ceux qui, du reste, ne disent même pas que l'impérialisme n'existe plus ou pas, mais tout simplement ont totalement cessé de se poser ce genre de question. Le concept a disparu ! Et la réalité ?

La question qui évidemment vient immédiatement à l'esprit est de savoir si l'écroulement du stalinisme est l'un de ces phénomènes d'importance majeure qui permettent les changements de périodes historiques.

La prise de Constantinople et la fin de la guerre de Cent Ans (1453), la chute de Grenade et la « découverte » de l'Amérique (1492), enfin la mise en évidence de la praticabilité de la route maritime vers l'Inde (1498), avaient ainsi balisé non point la destruction brutale de l'époque du mode de production féodale (qui survivra en France

---

<sup>7</sup> En effet, à l'inverse, on peut se demander pourquoi elle – l'« exception » ! – devrait se limiter à la culture. Il y a un aspect « classes moyennes » fort désagréable dans ce débat. Pourquoi pas l'exception « Sécu » ?

jusqu'en 1793 et bien plus tard ailleurs), mais assurément la fin de la période « Moyen-Âge » et l'entrée dans une nouvelle, combinant féodalisme et capitalisme marchand. Le cycle des révolutions bourgeoises, commencé précocement en Angleterre et aux Pays-Bas dès le XVII<sup>e</sup> siècle, puis en France et aux États-Unis d'Amérique à la fin du XVIII<sup>e</sup>, et poursuivi dans de nombreux pays (Japon compris) au XIX<sup>e</sup> siècle, fit ensuite basculer le monde dans l'époque capitaliste. L'impérialisme en fut (et reste) une période (« suprême » ou pas, je n'en sais rien<sup>8</sup> !), manifestement ouverte par la ruée sur l'Afrique, à savoir par une expansion territoriale et sociale considérable de la domination (cependant encore indirecte) du mode de production capitaliste. Dans le même temps, les États-Unis faisaient de l'Amérique latine « ibéro-rhodésienne<sup>9</sup> » leur chasse gardée, c'est-à-dire restreignaient fortement l'autonomie des anciennes bourgeoisies nationales créoles issues des indépendances du début du XIX<sup>e</sup>. De cette situation naquit l'expression de « bourgeoisie comprador » – fort incorrecte au demeurant car recouvrant des milieux affairistes *mais non réellement capitalistes* vivant uniquement de liens prébendiers avec le centre du monde et sans base sociale locale.

La chute du Mur de Berlin, en 1990, et la chute à venir du dernier grand bastion stalinien, la Chine populaire, par sa rétrotransition au capitalisme, peuvent-elles provoquer un similaire changement de période ? L'unipolarité même tempérée peut-elle signifier cela ? Ces chutes peuvent l'annoncer pour les générations suivantes, mais en aucun cas dans l'immédiat. Dans l'immédiat, cela ne peut que signifier à l'inverse une nouvelle expansion « physique » possible pour le mode de production capitaliste récupérant ainsi les superficies gigantesques qui avaient été soustraites à sa domination en 1917 et 1945-1949. Au même moment, détruisant de plus en plus ce que Pierre-Philippe Rey avait appelé l'articulation des modes de production, il achève de ruiner le mode de production domestique (Claude Meillassoux) en Afrique et en quelques autres lieux de la planète et instaure de plus en plus son exploitation directe (et non plus simplement sa domination et son oppression). Cela ramène d'ailleurs à la question précédente, car justement ce qu'il y a de nouveau dans la mondialisation n'est pas tant l'effet d'échelle ou de rapidité dans les relations globalisées, mais l'expansion directe du mode de production capitaliste à de nouveaux espaces alors « globalisées » – ce qui ne

---

<sup>8</sup> Vladimir I. LÉNINE, « L'impérialisme, stade suprême du capitalisme. Essai de vulgarisation », in V.I. LÉNINE, *Œuvres. Tome 22. Décembre 1915-juillet 1916*, Paris, Éditions sociales / Moscou, Éditions en langues étrangères, 1960, pp. 201-327.

<sup>9</sup> On s'explique *infra* sur cette expression.

signifie pourtant pas que le capitalisme de ces nouvelles frontières soit complet (*cf. infra*).

Or cette expansion est la dernière physiquement possible, pour un mode de production qui ne peut fonctionner, du fait de ses contradictions internes, qu'en expansion continue. En d'autres termes, quand la terre entière sera directement structurée par lui, on peut au moins émettre l'hypothèse que ses contradictions internes deviendront insolubles intrinsèquement – plus d'expansion<sup>10</sup> – et autoriseront le passage à une période, voire à une époque nouvelle : en ce sens, comme l'avait de manière saisissante noté un dirigeant sandiniste, « *la chute du Mur de Berlin n'est autre que le début de la fin pour l'impérialisme* ». Mais dans l'immédiat – un immédiat à l'échelle de l'histoire, celui que traverse la vie d'un homme, soit une à trois générations – c'est l'inverse qui se produit. Les phénomènes typiques de l'impérialisme ont donc des raisons dédoublées de se manifester, même s'il n'y a plus l'ennemi dit « communiste » (stalinien) finalement bien commode pour structurer le camp dit « occidental » (capitaliste).

D'un point de vue strictement géopolitique, reviendrait-on ainsi un peu à la situation d'avant 1914-17 ? Il y a des éléments de cela – situation d'absence de rivalités pluri-systémiques – mais il n'y a pas la même intensité de rivalités interimpérialistes. La tendance à l'unipolarité est bien plus forte qu'elle ne l'était en 1914 : la concurrence interimpérialiste existe, mais ne s'exprime – incessamment – qu'aux marges des questions stratégiques. Par ailleurs, il ne faudrait pas oublier d'une part l'émergence des « pays intermédiaires » (*cf. infra*) et, d'autre part et surtout, la puissance gigantesque de compagnies au chiffre d'affaire plus importants que ceux de bien des États (la General Motors dépasse la Norvège, etc.<sup>11</sup>). La question est débattue de la « mondialisation » de ces entreprises elles-mêmes, entrant donc en contradiction avec les États – et pas seulement les États-nation –, ou du maintien de leur propre spatialisation préférentielle – impliquant des rapports négociés, même si parfois conflictuels, avec certains États. Ce deuxième terme recouvre mon hypothèse personnelle, mais, dans un cas comme dans l'autre, la situation actuelle n'est pas revenue à celle d'avant la Première Guerre mondiale. C'est ce qu'a bien montré la guerre de

---

<sup>10</sup> La conquête spatiale ne saurait, sur le plan du mode de production, être une nouvelle frontière, ne serait-ce que parce que l'exploitation éventuelle des ressources du cosmos imposera le déplacement d'individus *déjà intégrés* à ce mode de production.

<sup>11</sup> Voir à ce sujet le *Rapport mondial sur le développement humain 1999*, Paris-Bruxelles, De Boeck/PNUD, 1999, 262 p., ISBN : 2-8041-3355-9.

destruction de l'Irak : celle-ci n'a pas été provoquée afin d'abattre une dictature – cette dernière avait à l'inverse été soutenue sans faille pour contenir la révolution iranienne, et l'offensive de l'Otan s'arrêta au moment précis où les révoltes du Sud et du Kurdistan allait la mettre en danger – mais pour resignifier clairement l'ordre du monde alors que l'URSS venait de s'effondrer. Le dictateur de Bagdad avait envahi un comptoir pétrolier (Koweït) extrêmement lié à la finance mondiale. Malgré la tradition pro-irakienne des appareils militaire et de sécurité français, le président Mitterrand comprit excellemment les enjeux du conflit, qui déclara que la France devait participer à l'offensive – quoi qu'elle en pensât – afin de « tenir son rang » dans le monde.

### **3 - La question du tiers monde**

La question de l'impérialisme est évidemment liée à celle du tiers monde et, sur ce plan, il faut tout de suite préciser quelques points. Un argument avancé contre la notion de tiers monde est l'existence consistante de « pays intermédiaires » ou de « pays nouvellement industrialisés », etc. On revient plus loin sur le sujet, mais il faut d'ores et déjà poser deux questions :

- ◆ cette réalité « intermédiaire » est-elle nouvelle à l'échelle mondiale ?
- ◆ le serait-elle, est-elle déterminante pour tester la validité du concept de tiers monde ?

La Corée du Sud telle que nous la connaissons aujourd'hui, même en crise, n'existait pas dans les années trente, ni n'existaient l'Île Maurice et autres petits dragons. Mais en ces années, le Mexique, l'Argentine, la Turquie, etc., n'étaient pas non plus comparables à ce qu'étaient au même moment l'Oubangui-Chari, le Bechuanaland, l'Afrique orientale portugaise (Mozambique) ou même de l'Équateur, voire Cuba. Il y a toujours eu des « pays intermédiaires », notamment (Amérique latine) ceux qui avaient obtenu leurs indépendances avant les révolutions industrielles et au sein desquels l'élite créole d'origine européenne ou métisse était, relativement à la population colonisée (indienne), plus consistante et avait donné naissance à de vraies bourgeoisies nationales (c'est d'ailleurs pourquoi ces indépendances



latino-américaines furent, largement, de type « rhodésien »)<sup>12</sup>. L'existence de « pays intermédiaires » – je ne questionne pas, pour l'instant, la validité de cette expression –, n'est donc nullement un phénomène nouveau (même si, plus qu'évidemment, les caractéristiques des pays intermédiaires d'aujourd'hui ne sont pas les mêmes que celles des pays intermédiaires des années trente) et elle ne saurait par conséquent en elle-même invalider la notion de tiers monde : celle-ci, ou bien a toujours été erronée, ou bien, de ce point de vue, n'a pas plus de raison de l'être maintenant.

Le seul élément véritablement nouveau pour expliquer la disparition de l'usage du concept « tiers monde » reste alors la sempiternelle chute du Mur de Berlin : plus d'impérialisme, donc plus de pays dépendants de lui ou semi-coloniaux, donc plus de tiers monde, mais uniquement une *gradation continue* depuis les « pays pauvres » jusqu'au « pays riches », la pauvreté étant dûe à un « retard » de ces pays dans la longue lignée de l'évolution naturelle de l'homme – retard qu'il faut « rattraper ». La propre terminologie du PNUD, utilisée notamment dans les « rapports sur le développement humain » qu'il publie depuis 1990 (saisissante coïncidence de date avec la chute du « communisme » !), entre les pays à développement humain « élevé », « moyen » et « faible » va dans le sens de cette approche idéologique en tant que simple gradation continue<sup>13</sup>.

Cette absence de questionnement lors de la disparition soudaine et sans droit d'inventaire de certains concepts n'est pas acceptable, car elle constitue un appauvrissement considérable de l'exigence de rigueur en sciences sociales. Que ceux qui défendent que le tiers monde n'existe pas, ou plus, démontrent la fin de l'impérialisme et la diminution des relations spatialisées de dépendance, et par conséquent la vacuité des notions de centre et de périphérie. Quant aux autres (au sein desquels je me place !), il leur faudra non seulement continuer à défendre ces notions, mais aussi en voir les faiblesses et ne pas reproduire les simplifications qui furent fréquentes à l'époque où c'était le dépendantisme qui était à la mode.

La spatialisation des rapports de dépendance impose une précision : s'il me semble qu'elle reste avérée, il doit être clair que ce n'est pas tant une question de « Nord » et de « Sud », *même si cela s'exprime*

---

<sup>12</sup> La révolution kémaliste, en un contexte bien différent, peut néanmoins leur être apparentée, comme révolution bourgeoise et tentative (à mon avis faillie) de sortir du tiers monde, sur la base d'une longue et forte tradition étatique ottomane et d'une indépendance sauvegardée.

<sup>13</sup> ... même si par ailleurs, les diverses éditions du *Rapport sur le développement humain*, par le PNUD, contiennent des données très utiles pour mettre en évidence les effets de... l'impérialisme !

*aussi ainsi*, mais de centre et de périphérie *relativement au mode de production capitaliste*. Le centre n'est pas « localisé » principalement « dans un territoire » (ou flux, ou réseau) – *même s'il l'est aussi* –, mais se définit d'abord relativement à un mode de production. Cette dernière dimension (mode de production) est étrangement absente des débats et cela fait partie de la déperdition conceptuelle malheureusement entraînée par les scories staliniennes dans leur chute. En revanche, la définition d'abord au regard du mode de production n'annule pas du tout la considération spatiale, *en tant que conséquence*.

En effet, la question déterminante n'est pas tant de repérer s'il existe ou non une économie de marché – pratiquement partout, il en existe aujourd'hui au moins de consistants rudiments – mais s'il existe ou non, en telle ou telle région, *la chaîne complète des milieux sociaux normalement nécessaires au capitalisme*. C'est l'amputation de ce « capitalisme complet » qui sera l'indice majeur de l'appartenance au tiers monde, car le capitalisme incomplet est nécessairement dépendant<sup>14</sup> des régions du monde où il est complet pour l'accomplissement de certaines tâches qui sont indispensables à sa reproduction.

En effet, si le dépendantisme des années soixante et soixante-dix a parfois pêché par simplification, c'est certainement dans la mesure où la question fut par trop (au moins dans certains travaux) résumée à l'économie – mais paradoxalement sans produire une véritable analyse en termes de classes sociales mondiales – alors qu'elle concerne *des sociétés entières dans leurs trajectoires historiques*.

Il n'en reste pas moins que la notion de tiers monde (ou de périphérie) n'a d'intérêt que s'il y a un contraste frappant entre les « pays à fort développement humain » (pour reprendre la terminologie contestable du PNUD) et les autres. Ce n'est pas ce contraste en lui-même qui est signifiant – même s'il est la visualisation spatiale d'un phénomène social – mais en tant qu'expression du « capitalisme incomplet ». Un pays qui ne peut reproduire sur place, au plus haut niveau de scolarisation, ses élites ; un pays qui n'a pas la maîtrise de brevets ; un pays dont les entreprises (mêmes ultramodernes) sont possédées principalement par des capitaux étrangers, ou dépendent largement,

---

<sup>14</sup> Pour évacuer rapidement tout faux débat, je précise que, bien évidemment, toute dépendance est aussi interdépendance (même le maître peut dépendre de son esclave) et que des phénomènes d'interdépendance sont à la base de la relative autonomie politique que l'on remarque souvent dans certains pays du tiers monde, qui savent parfaitement jouer de la rivalité des aides internationales. Mais une trop forte asymétrie de ces « dépendances croisées » autorise largement, si l'on veut garder un sens aux mots, à parler de dépendance *tout court*.

via des accords de prestation de services, d'entreprises étrangères ; un pays, même à la forte croissance, qui utilise des mouvements de capitaux à court terme pour financer des importations de biens d'équipements et autres dépenses structurelles ; un pays qui fait l'essentiel de son commerce extérieur non point avec les États de sa région mais avec les pays centraux – tous ces faits seront des indices de l'appartenance au tiers monde, même si, isolément et à un degré moindre, on pourra en discerner sectoriellement certains même dans les pays les plus « centraux » (ou dans certaines régions de ces pays).

### *3.1 - La classification du PNU*

La classification des pays par le PNUD est sans aucun doute utile pour bien des analyses, mais, force est de constater que le procédé de présentation de l'indice du développement humain (IDH), en une longue liste décroissante, ne fait pas apparaître au premier coup d'œil le contraste frappant qui doit bien matérialiser le passage du « centre » à la « périphérie ». Cela est dû à la méthode de calcul de l'IDH, combinant l'espérance de vie à la naissance, le niveau d'éducation, et enfin le revenu par habitant corrigé des différences de pouvoir d'achat. Il ne s'agit pas de critiquer cet indice composite en lui-même, seulement de bien comprendre ce que l'on peut en attendre (le PNUD calcule d'ailleurs toute une autre série d'indices). On peut cependant critiquer les « fourchettes » de caractérisation des 174 pays analysés : l'indice de développement humain « élevé » est supérieur à 0,800 (le Canada, plus fort indice mondial en 1999, a un IDH de 0,932 et la France, à la onzième position, de 0,918) ; l'indice « moyen » est compris entre 0,500 et 0,799 et l'indice « faible » est inférieur à 0,500 (la Sierra Leone est en dernière position avec un IDH de 0,254). On aurait très bien pu placer les limites des catégories à d'autres niveaux et on peut s'étonner de voir non seulement l'Inde, mais le Zimbabwe et même la Guinée-équatoriale dans la catégorie des « moyens » !

Cependant, le PNUD relève lui-même une distorsion majeure : certains pays ont un IDH « élevé » *uniquement en raison d'un indicateur de PIB<sup>15</sup> très élevé*. Il peut y avoir ainsi une très forte différence entre la classification selon l'indicateur de PIB seul, et la classification selon l'IDH incluant pourtant lui-même l'indicateur de PIB. Or les pays concernés sont significatifs : Singapour a un

---

<sup>15</sup> indicateur de PIB, compris entre 0 et 1, calculé sur la base du PIB par habitant, qui est une moyenne et non point une médiane.

indicateur de PIB de 0,94 (4<sup>e</sup> rang mondial) – supérieur à celui du Canada qui n'a « que » 0,90 –, et se trouve grâce à lui soulevé à l'excellente position du 22<sup>e</sup> rang pour l'IDH (18 rangs de décalage), malgré les autres composantes bien plus mauvaises de cet indice. On trouve des phénomènes similaires pour Hong Kong, Brunéï, le Koweït, Barheïn, le Qatar, les Émirats arabes unis, les Bahamas, etc., tous « pays » qui se voient propulsés dans la catégorie du développement humain élevé à cause du seul indicateur de PIB. En réalité, si, dans la catégorie des 45 pays comptabilisés « DH élevé », on isole le peloton de tête des trente premiers, on n'y trouve que la Barbade et la Corée du Sud pour présenter un équilibre dans les classements entre indicateur de PIB et IDH. En queue (les quinze derniers) de la catégorie « DH élevé », on ne trouve guère que le Chili et l'Argentine avec un équilibre approximatif entre indicateur de PIB et IDH.

Pour les mêmes raisons, d'autres pays sont présents dans la catégorie « moyenne » uniquement à cause de leur indicateur de PIB (l'Algérie, ou, champion toute catégorie du décalage, le Gabon avec 71 rangs de différence négative !). L'Afrique du Sud connaît aussi un très fort décalage, qui exprime le maintien d'une communauté blanche au niveau de vie moyen bien plus élevé que la moyenne de la population. En revanche, Cuba connaît un fort décalage positif qui montre les bienfaits sociaux d'une société plus égalitaire, même à faible PIB/hab.

Tableau 1— CLASSEMENT DES PAYS SELON L'IDH 1999,  
*par aires coloniales/culturelles ou géopolitiques*

Pays classés selon l'IDH	Indicateurs...			IDH	Différence du rang PIB/hab. et IDH
	Espérance de vie	Niveau d'éducation	PIB		
<i>1. Canada</i>	<i>0,90</i>	<i>0,99</i>	<i>0,90</i>	<i>0,932</i>	<i>+12</i>
<i>11. France</i>	<i>0,89</i>	<i>0,97</i>	<i>0,90</i>	<i>0,918</i>	<i>+4</i>
<i>174. Sierra Leone</i>	<i>0,20</i>	<i>0,32</i>	<i>0,24</i>	<i>0,254</i>	<i>0</i>
28. Portugal	0,84	0,91	0,83	0,858	+3
79. Brésil	0,70	0,83	0,70	0,739	-16
106. Cap-Vert	0,73	0,73	0,57	0,677	+1
123. São Tomé	0,65	0,69	0,49	0,609	+3
160. Angola	0,36	0,39	0,44	0,398	-17
168. Guinée-B.	0,33	0,34	0,36	0,343	-5
169. Mozambique	0,34	0,35	0,33	0,341	-2

11. France	0,89	0,97	0,90	0,918	+4
109. Algérie	0,73	0,63	0,63	0,665	-31
124. Gabon	0,46	0,64	0,72	0,607	-71
153. Sénégal	0,46	0,35	0,48	0,426	-24
27. Grèce	0,89	0,91	0,81	0,867	+8
63. Bulgarie	0,77	0,89	0,62	0,758	+23
86. Turquie	0,73	0,76	0,69	0,728	-22
87. Arménie	0,76	0,90	0,53	0,728	+26
103. Azerbaïdjan	0,75	0,88	0,46	0,695	+34
10. Royaume-Uni	0,87	0,99	0,89	0,918	+9
59. île Maurice	0,77	0,76	0,76	0,764	-15
136. Kenya	0,45	0,69	0,41	0,519	+16
150. Bangladesh	0,55	0,38	0,39	0,440	+6
163. Gambie	0,37	0,36	0,45	0,391	-22
4. Japon	0,92	0,94	0,92	0,924	+5
30. Corée du Sud	0,79	0,95	0,82	0,852	+3
56. Malaisie	0,78	0,79	0,73	0,768	-7
67. Thaïlande	0,73	0,83	0,70	0,753	-7
77. Philippines	0,72	0,90	0,59	0,740	+16
8. Pays-Bas	0,88	0,99	0,89	0,921	+9
101. Afrique du Sud	0,50	0,87	0,72	0,695	-47
105. Indonésie	0,67	0,78	0,59	0,681	-11
21. Espagne	0,88	0,95	0,85	0,894	+9
39. Argentine	0,79	0,91	0,77	0,827	+1
50. Mexique	0,79	0,83	0,74	0,786	-3
58. Cuba	0,84	0,88	0,57	0,765	+47
112. Bolivie	0,61	0,79	0,56	0,652	-4
131. Guinée équat.	0,42	0,75	0,48	0,549	-3
28. Portugal	0,84	0,91	0,83	0,858	+3
126. Maroc	0,69	0,47	0,58	0,582	-27
149. Mauritanie	0,47	0,39	0,48	0,447	-20

Source : *Rapport mondial sur le développement humain 1999, op.cit., pp. 133-137.*

Cette distorsion est le clair indice de l'existence de ressources considérables (pétrole, paradis fiscal) non utilisées pour la constitution d'un capitalisme complet (qui aurait forcément des répercussions considérables en termes de scolarisation, d'espérance de vie, de « classe moyenne »<sup>16</sup>, etc.). Restent les cas de Singapour ou Hong Kong, où la scolarisation, par exemple, est excellente : je n'hésite pas à les considérer comme non significatifs. Même si le premier est un État indépendant reconnu par la communauté internationale, on ne peut considérer signifiant un pays-ville, un petit quartier de la Malaisie. L'IDH du 16<sup>e</sup> arrondissement de Paris aussi serait sans doute excellent, mais pas très significatif.

Par ailleurs, il est intéressant de suivre les rangs d'IDH non point selon la simple liste décroissante, mais en les reclassant selon des aires de tradition coloniale/culturelle ou des aires géopolitiques. Les exemples du tableau suivent la classification du PNUD (IDH « élevé », « moyen », « faible »)<sup>17</sup>.

Si, même compte tenu des imperfections de l'indice du développement humain, les différences sont considérables et que, à mon avis, la limite entre les IDH « élevé » et « moyen » a été placée bien trop haut, semblant intégrer dans les pays du centre des pays « intermédiaires », il n'en reste pas moins tout à fait certain qu'il y a des NPI qui n'exportent pas que des matières premières pour n'importer que des biens manufacturés (classique « pacte colonial »), mais qui exportent des chaussures, des composants électroniques, voire des voitures – cependant ces pays importent massivement les biens d'équipement et les cadres nécessaires, font appel aux transferts de capitaux externes et restent dépendants de marchés précaires. Un moyen d'aborder cette question des pays « intermédiaires » est de revenir sur la crise asiatique de 1997.

### *3.2 - La crise asiatique de 1997*

Revenir sur ce qui s'est produit dans les pays du Sud-Est asiatique durant l'année 1997, est une bonne approche d'au moins certains pays « intermédiaires ». Cette crise, ils ne s'en sont pas encore remis

---

<sup>16</sup> J'utilise ici des guillemets pour « classe moyenne », car si cette expression est courante, le sens du mot « classe » est ici bien distincte de l'analyse en termes de classes sociales (*cf. infra*).

<sup>17</sup> Chaque catégorie d'IDH (« élevé », « moyen », « faible ») est séparée des autres par un trait simple continu. Chaque regroupement commence toujours par la catégorie d'IDH « élevé » ; dans certains regroupements, il n'y a que deux catégories, l'« élevée » et la « moyenne », sauf dans les exemples de référence donnés en tête de tableau, où il n'y a que les catégories d'IDH « élevé » et « faible » (par conséquent séparées par un trait double continu).

surtout sur le plan social – aggravation de la pauvreté, du chômage, recul de la scolarisation, accroissement des tensions et de la fragmentation sociale<sup>18</sup> –, mais aussi sur le plan de la nationalité de la propriété du capital.

La crise a commencé en Thaïlande le 2 juillet 1997 avec la dévaluation du bath, et se répandit dans les autres pays du Sud-Est asiatique, surtout en Corée du Sud, mais aussi à Taiwan et Hong Kong. Ce fut une crise du capitalisme sans aucun doute, mais plus une crise financière et des taux de change qu'une crise de l'économie réelle de ces pays, même si elle eut des conséquences sur leur économie réelle.

La croissance annuelle du PIB de l'Asie du Sud-Est avait été très forte au cours des vingt années précédentes (1977-1996), à savoir de 7,7%, et vraiment violente de 1987 à 1996 (9,2 %) – alors qu'au même moment les taux de croissance de l'Union européenne oscillaient entre 2,5 et 3,3% (cas du Portugal). On avait donc des taux de plus du double de ceux de l'UE, illustrant facilement – et fallacieusement – la « sortie du tiers monde » de ces pays. Comment s'explique alors leur crise de 1997 ?

Ces pays exportaient avant tout des biens de consommation : textiles, chaussures, pièces détachées et composants informatiques, etc. Or ces exportations vivaient traditionnellement de la demande américaine (par exemple, 45% des exportations de Singapour étaient des matériaux informatiques exportés surtout vers les États-Unis) et la baisse de celle-ci était immédiatement génératrice de problèmes. Par ailleurs, on oublie souvent que, pour faire des exportations, il faut faire des importations : machines-outils, pièces détachées, etc. – ces pays étaient donc aussi de gros importateurs. Leurs exportations allaient vers les États-Unis, mais aussi vers les autres pays asiatiques, et de manière croissante vers le Japon depuis la réévaluation du yen par rapport au dollar en 1985. Les exportations du Japon lui-même ont alors été freinées, menant ses entreprises à délocaliser ailleurs dans le Sud-Est asiatique pour profiter des quotas d'exportations de ces pays vers les États-Unis. Une part croissante des exportations « japonaises » passèrent dès lors via la production dans le Sud-Est asiatique, pendant que de gros mouvements de capitaux (investissements directs, boursiers et prêts) se produisaient du Japon vers l'Asie du Sud-Est. Or ce phénomène de délocalisation japonaise en Asie n'était possible que si les taux de change permettaient des

---

<sup>18</sup> PNUD, *Rapport...*, *op.cit.*, p. 40.

prix concurrentiels aux États-Unis, d'où des politiques de stabilité financière et de stricte parité des monnaies de ces pays avec le dollar.

Au cours des années 1996-1997, non seulement le marché des produits informatiques fut au plus bas aux États-Unis, mais le taux du dollar monta fortement (conséquence classique du déficit commercial américain). Or comme ces pays du Sud-Est asiatique maintenaient coûte que coûte la parité entre leur monnaie et le dollar, leur compétitivité décrut, en particulier face à la Chine populaire qui avait fortement dévalué dès 1994 – vraie bombe à retardement pour tout le reste de l'Asie. Dans le même temps, l'Europe menait une politique très vigoureuse d'exportation. Bref, toute la terre ne pouvait avoir une balance commerciale excédentaire... Les revenus de la bourse de Bangkok étaient négatifs depuis 1994 et l'instabilité politique gagnait.

Mais le fort lien politique entre les monnaies du Sud-est asiatique (donc hors Japon) et le dollar avait pu faire croire qu'il n'y avait pas de risque à avoir, par exemple, des baths, à la place du dollar. Cela alimentait aussi la tendance à des investissements plus spéculatifs que productifs dans la bourse, dans des aéroports géants, dans de grandes tours et dans l'immobilier de luxe, avec un surinvestissement notoire, des milliers de m<sup>2</sup> restant à vendre<sup>19</sup>. On pouvait investir sans grand risque apparent et les fonds de pensions américains furent très présents dans des placements boursiers très rentables. mais une partie de ces revenus, on l'a vu, étaient spéculatifs, n'entraînant pas de croissance de l'investissement. En clair, les pays du Sud-Est asiatique utilisaient ces capitaux extérieurs volatiles pour combler le fort déficit de leur balance des paiements dû à leurs importations massives de biens d'équipement.

Dès avant juillet 1997 en Thaïlande, anneau le plus faible, beaucoup d'entreprises immobilières étaient en difficulté, ce qui se répercutait sur les financiers qui étaient derrière elles. Il fallait donc rapidement assainir le secteur financier, peu surveillé à cause de la fusion des milieux politiques et financiers. Les spéculateurs internationaux ont alors attaqué le bath (1<sup>er</sup> semestre 1997). Après avoir englouti 18% de ses réserves, la Banque de Thaïlande laissa glisser sa monnaie, qui passa rapidement de 25 à 40 baths le dollar. Les pertes des fonds de pension américains en Thaïlande devaient être compensés très rapidement par des ventes sur les autres places boursières asiatiques (Malaisie, Philippines, Indonésie), et par des placements plus sûrs à Hong Kong, place forte encore plus liée au dollar et connue pour ses

---

<sup>19</sup> À Macao (encore sous souveraineté portugaise), ville de 450 000 habitants, il y avait 40 000 appartements à vendre et on continuait à construire !



80 milliards de dollars disponibles pour défendre son taux de change, adossé à une Chine populaire doté de 120 milliards pour la même fonction, matelas quand même rassurant. Naturellement, les actifs de Hong Kong furent vendus à leur tour un peu plus tard (octobre), et les sommes transférées en bons du Trésor américains...

On le voit, le miracle asiatique n'était pas du tout parfait, même sur le plan strictement économique. Outre les investissements spéculatifs et de prestige, la *production* proprement dite était surtout de propriété japonaise et américaine, les *chantiers* de production étant, eux, de propriété sud-est-asiatique. Cela posait le problème de l'appropriation nationale de la production, de l'accumulation de capital et de l'augmentation de la valeur ajoutée locale, du développement du capital humain (la plupart des ingénieurs étaient des expatriés) et de la création de vrais marchés nationaux par l'augmentation des salaires. *Bref, de la constitution de toute la chaîne des milieux sociaux nécessaires à la reproduction d'un capitalisme endogène*<sup>20</sup>.

En 1985-1986, une première crise très violente avait pu être jugulée assez rapidement, mais surtout grâce à des délocalisations japonaises. Or ce n'est plus le cas aujourd'hui, et la question d'avoir suffisamment d'ingénieurs, de managers, etc., reste un problème fondamental. La situation en 1997 fut plus difficile qu'en 1986, les accords avec le FMI furent très durs, les budgets des États très comprimés, sans flexibilité aucune. La crise indonésienne consécutive a montré par ailleurs qu'on ne peut, au moins à court terme, compter sur un quelconque changement de comportement des élites politico-militaro-financières. En fait, les difficultés d'accumulation locale de capital et de formation de capital restent entières, sinon se sont aggravées, puisque, comme on le sait, un des effets les plus sûrs – et durables – de la crise a été de permettre à des capitalistes des pays du centre de racheter à bas prix des pans entiers de leurs économies « nationales ».

On peut penser que la « parenthèse sud-coréenne » est en train de se refermer. Si l'on remonte en effet un peu plus loin dans l'histoire, on ne peut que constater qu'en raison de la révolution chinoise (1949) et de son tournant communiste définitif (1953), l'impérialisme dominant a permis aux « pays de contention » de mener des politiques économiques exactement inverses de celles qu'il prônait pour

---

<sup>20</sup> N'étant pas moi-même spécialiste de l'Asie (mais de l'Afrique), ces réflexions doivent beaucoup à l'apport de mon collègue Manuel António de Almeida Serra, de l'Institut supérieur d'économie et de gestion de Lisbonne, spécialiste de Macao et des économies du Sud-est asiatique. Naturellement, je suis entièrement responsable de la manière dont j'ai transcrit les données qu'il m'a fournies.

l'Amérique latine ou l'Afrique, des politiques d'État fort (non seulement au sens de la répression politique mais de la force structurante et de l'administration) et de soutien massif des pouvoirs publics aux entreprises privées, et leur a permis de profiter de mesures américaines contre-protectionnistes (vastes quotas d'exportations vers les États-Unis), etc. On ne peut savoir ce qui se serait produit si la politique américaine avait été autre, mais il est certain que ces conditions exceptionnelles, non reproductibles ailleurs, ont permis à la Corée du Sud de procéder, presque, à une « révolution sans révolution » bourgeoise et de sortir, presque, du tiers monde. Une telle politique n'a plus de raison d'être aujourd'hui (à moins de heurts militaires majeurs quand même peu probable : invasion de Taiwan par la Chine continentale). Cela ne signifie pas que la Corée du Sud soit maintenant fatalement repoussée vers le bas : exceptionnelle ou pas, la politique américaine sur cinquante années a eu des effets que l'on peut penser durables, il y a aujourd'hui un mouvement ouvrier bien organisé, etc. L'histoire même du Japon dans la deuxième moitié du XIX<sup>e</sup> et au XX<sup>e</sup> siècles, démontre du reste que l'hypothèse théorique de la possibilité de sortie du tiers monde est avérée, même si elle l'est rarement – Madagascar au même moment manifesta des velléités comparables, échoua et perdit son indépendance.

*Mais cela signifie clairement que ce n'est pas parce qu'un pays peut être « statistiquement » classé parmi la catégorie « intermédiaire », qu'il ne fait pas partie du tiers monde. La reproduction du capitalisme en son sein dépend en large mesure de phénomènes qui lui sont (encore) étrangers. Sa dépendance envers le centre est bien supérieure à l'autonomie fournie par les phénomènes d'interdépendance.*

« Pays intermédiaires », « NPI », « Pays émergents », ces expressions peu exigeantes font, sur le plan de la méthode, penser au galimatias dénommé « classes moyennes ». Des « classes » (certainement pas au sens marxien du terme – des catégories statistiques, plutôt), sont étiquetées « moyennes » en fonction d'une grande variabilité de critères, sauf un : la place au regard du procès de production. Cela ne permet plus de saisir les grandes tendances de l'évolution sociale. Ainsi, sous prétexte que l'on mange à sa faim et que l'on travaille sur des machines numériques, on est donc « moyen » et le prolétariat (au sens marxien) disparaît, alors qu'il n'a jamais été aussi majoritaire dans les pays développés<sup>21</sup> !

---

<sup>21</sup> D'un point de vue marxiste, on peut penser qu'au moins 75% de la population française appartient au prolétariat – concept évidemment bien distinct de celui de pauvreté.

L'analogie s'arrête là, le tiers monde *n'est pas* le prolétariat du monde – on y revient – mais l'expression de « pays intermédiaires », à l'instar de celle de « classes moyennes », ne permet pas de dégager les lignes force de l'évolution du monde mondialisé.

### *3.3 - Quelle évolution globale ?*

Il ne s'agit pas de dire que la situation n'a pas changé depuis le Moyen-Âge. À l'inverse, il est clair que, globalement et sur la longue durée, il y a eu un déplacement général vers le « haut », mais cela ne signifie aucunement qu'il y ait eu diminution de la distance entre le centre et la périphérie, notamment aux niveaux de la capacité de concevoir, de décider, d'être au cœur des révolutions techno-industrielles et d'investir : le « curseur » de l'inégalité entre les pays du centre et certains pays de la périphérie, a pu notoirement, voire considérablement, se déplacer vers le haut, mais cela ne modifie pas la largeur du même curseur, l'épaisseur de l'inégalité proprement dite : le rapport du PNUD 1999 note même une aggravation de l'inégalité depuis... 1820 !

L'existence de « pays intermédiaires » doit donc être intégrée dans le concept de tiers monde, catégorie qui a *toujours* été fort hétérogène sur le plan des grands agrégats socio-économiques, mais dont l'intérêt n'est pas tant de mesurer la « pauvreté » (qui peut être « intermédiaire », sans nul doute !) que la situation au centre ou à la périphérie des lieux de direction du monde. La question est bien sûr de savoir si, entre la France et l'Algérie, entre le Portugal et le Brésil ou le Maroc, entre la Grèce et la Turquie, entre les États-Unis et le Mexique, etc., il y a un abîme au niveau des grands indicateurs socio-économiques, mais elle concerne plus largement celle relative à l'existence endogène de la totalité de la chaîne des milieux sociaux nécessaires à la reproduction du capitalisme. Évidemment, seul le premier terme du raisonnement est « mesurable » (quoique avec bien des contestations possibles sur les statistiques), alors que la mise en évidence du second relève plus de l'analyse. Mais l'épisode asiatique de 1997, mettant en jeu, on l'a vu, des pays « émergents » et largement « intermédiaires » est un indice très fort de la faiblesse structurelle et historique de leur « capitalisme ». On aurait pu prendre aussi l'Amérique latine (notamment le Mexique, membre de l'ALENA), voire les pays du Maghreb comme exemples.

S'il m'apparaît clairement que la « définition » du tiers monde restera toujours assez floue puisqu'elle recouvre des réalités et des histoires

fort diverses, il y a cependant des « faisceaux d'indices » qui permettent de le reconnaître et de le situer avec la nécessaire précision conceptuelle, au-delà de considérations, certes importantes mais non structurelles, comme la « pauvreté ». Ces faisceaux d'indices devraient être relatifs, *au moins*, aux considérations suivantes :

◆ il s'agit de pays qui ne viennent pas, historiquement, du mode de production capitaliste (même s'ils ont pu connaître le mercantilisme) et qui, d'une manière ou d'une autre, directement ou indirectement, lui ont été soumis (par des moyens militaires ou économiques), et ne s'avèrent, pour cela même, capables de le reproduire que partiellement, sans stabilisation d'un développement endogène, et sans production de la chaîne complète des milieux sociaux nécessaires (principalement aux sommets financier et intellectuel de cette chaîne). Cela inclura donc l'Ancien monde africain et asiatique (sauf le Japon) et l'Amérique latine produite par un colonialisme précoce et mercantile, et devenue indépendante avant les révolutions industrielles et la période historique impérialiste<sup>22</sup>

◆ ces pays souffrent donc d'une difficulté historique d'articulation de leur mode de production originel non expansionniste avec le mode de production capitaliste par nature expansionniste, et possèdent rarement de vraies bourgeoisies (au sens de l'esprit du capitalisme). Dans les cas les plus graves (comme l'Afrique subsaharienne), le mode de production originel (ici, domestique) disparaît plus vite, du fait de la mondialisation, que ne s'implante réellement le mode de production capitaliste, ce qui provoque des dangers d'anomie sociale. L'exode rural n'y est pas le produit de l'industrialisation et de la prolétarianisation endogène consécutive, et provoque la *plébéiennisation* de masses humaines énormes (ce qui est très différent de la *prolétarianisation*<sup>23</sup>).

◆ ces pays souffrent de la faiblesse de leur marché interne et sur le plan externe échangent peu ou assez peu avec leurs voisins de

---

<sup>22</sup> Dans le cas du Brésil, il y a même eu indépendance *sans décolonisation*, puisque c'est l'État métropolitain qui choisit, même après la défaite des troupes napoléoniennes au Portugal en 1812, de rester dans sa colonie.

<sup>23</sup> Je suis ici en désaccord total avec Claude MEILLASSOUX : « Du bon usage des classes sociales », pp. 9-58, in B. SCHLEMMER, ed., *Terrains et engagements de Claude Meillassoux*, Paris, Karthala, 1998, 416 p. ; M. CAHEN, *Du bon usage des corps sociaux. Pour une appropriation critique d'un concept de Claude Meillassoux*, Bordeaux, CEAN-IEP, sept. 1999, 25 p. multigr. (à paraître).

même rang économique et social<sup>24</sup>, ce qui provoque une grande difficulté à réussir des intégrations régionales

◆ ce sont des pays qui n'ont pas la maîtrise de leur capital – y compris le « capital social » –, la maîtrise des brevets techniques et scientifiques, du fait que les sommets financiers et intellectuels du capitalisme sont extérieurs ou faibles en leur sein.

Examinons enfin la thèse parfois entendue qui fait du tiers monde un concept « politiquement inventé » dans un contexte donné (la guerre froide, Bandung), et donc « politiquement inexistant » aujourd'hui – si ce n'est erroné depuis toujours. Personne ne contestera l'invention politique du *concept* de tiers monde, et l'importance du moment, du contexte, qui mena A. Sauvy à l'analogie avec le tiers état. Mais cet argument est étrange, car il pourrait être retourné contre, peut-être, la majorité des concepts en sciences sociales (celui de classe, par exemple). Le contexte politique peut peser très lourd dans le *mode d'apparition* d'un phénomène, peut être le catalyseur qui mène à sa *mise en évidence conceptuelle*, mais il ne provoque pas l'existence du phénomène lui-même !

Suivant l'étrange argument, le tiers état – lui aussi d'ailleurs fort hétérogène socialement – n'aurait été, finalement, que « ponctuellement existant », puisque c'est le plan de l'action politique qui permet sa mise en évidence : la journée des tuiles en 1788, la révolution de 1789-95, puis les révolutions parisiennes de 1830 et 1848, jusqu'à la dernière révolution du tiers état – en même temps que la première révolution prolétarienne – que fut la Commune de Paris de 1871. S'il est des contextes qui le mirent en évidence, il avait pourtant une existence permanente. Cette question en fait ne relève de rien d'autre que du très vieux débat sur la « conscience en soi » et la « conscience pour soi » : l'inexistence fréquente de la seconde n'infirme pas l'existence de la première. En bref, Bandung et l'« invention politique » ne changent rien sur le fond.

#### **4 - La question du néocolonialisme : l'« État importé » ou l'État colonialistique ?**

Avec la mort annoncée des concepts « issus de la guerre froide », le néocolonialisme a bien entendu également disparu. L'époque est

---

<sup>24</sup> Rappelons que la France fait plus de 50% de son commerce extérieur avec la seule Allemagne.

formidable ! Il me semble pourtant bien souhaitable de le ressusciter. Il faudra pourtant le faire de manière critique.

Je crois qu'ici la théorie devrait évoluer. D'une part la mondialisation provoque une situation dans laquelle le rôle des anciennes « métropoles » tend à diminuer, à se diluer dans d'autres espaces. Déjà, les PALOP (pays africains de langue officielle portugaise), parfaitement « néocoloniaux » malgré leur période « marxiste » ou « radicale » (1975-1985/92), ne sont pas particulièrement dépendants de leur ancienne métropole (du fait du contexte de la décolonisation tardive – 1975 –, et de la modestie financière portugaise). Ils préfigurent donc l'Afrique du XXI<sup>e</sup> siècle, une Afrique néocoloniale mais dont les « métropoles » n'ont plus pour nom Paris, Lisbonne, Londres ou Bruxelles, mais FMI et Banque mondiale<sup>25</sup>.

Mais d'autre part et surtout, l'analyse du néocolonialisme a été de manière outrancière uniquement économique (même si l'on a pu parler de néocolonialisme culturel) : l'exploitation impérialiste relevait du « pillage du tiers monde », etc. Ce n'était pas faux – ce n'est toujours pas faux –, et il n'est pas inutile de le rappeler<sup>26</sup>. Mais cela laissait en suspens la nature de l'État. Car le néocolonialisme ne relève pas seulement de l'exploitation, mais d'une oppression beaucoup plus globale. Si le Mozambique, si le Sénégal, si le Kenya sont des pays néocoloniaux, ce n'est pas seulement parce qu'ils sont exploités par des firmes étrangères (issues ou non de l'ancienne métropole), ou par le biais de l'échange inégal. C'est aussi parce que ces États sont semi-coloniaux, mais au sens de structurellement *semi-portugais, semi-français, semi-britanniques*. La toute première raison de cela est qu'ils furent et restent bâtis sur des espaces géopolitiques définis très rapidement, pas « historiquement », après le congrès de Berlin et que, structurellement non représentatifs des peuples présents au sein de leur aire de violence légitime, ils doivent en permanence procéder à leur légitimation moderne par la fabrique d'une nation, fabrication qui n'est pas du nationalisme (expression politique du fait national, d'une nation existante) mais du *nationisme* (projet de nation

---

<sup>25</sup> « Lendemain de colonisation portugaise – Prototype d'une « Afrique moyenne » sans métropole ? », *Historiens & Géographes* (Paris, Association des professeurs d'histoire et géographie), n° 367, juillet 1999, pp. 255-272 (dossier « Afrique subsaharienne », sous la dir. de Colette Dubois, pp. 73-295).

<sup>26</sup> Relativement à la mauvaise mise en valeur de certaines régions du tiers monde, est odieuse la boutade : « Savez-vous qu'est-ce qui est pire que d'être exploité par l'impérialisme ? — C'est de ne pas être exploité par l'impérialisme ! », car elle sous-entend que si une région n'était pas exploitée par l'impérialisme, elle n'aurait tout simplement pas d'économie, pas de société, pas de mise en valeur de ses ressources et qu'elle serait réduite à attendre, dans la misère, l'arrivée des « exploitants » (blancs de préférence). Cela relève donc du paternalisme le plus éculé.

post-coloniale contre les ethnonations existantes)<sup>27</sup> et qu'ils le font selon les structures politiques dont ils ont hérité.

C'est aussi pour cela qu'il n'y a guère de sens à dire que ces États sont « importés »<sup>28</sup>. L'*appareil d'État* colonial, souvent abusivement appelé « État colonial »<sup>29</sup>, était importé, mais l'État colonial était l'État de la métropole<sup>30</sup>.

À partir du moment où l'on définit l'État non point par une simple description, mais *de par ses fonctions dans une société donnée*, il y a nécessairement une historicité de l'État. Sinon, ça ne pourrait tout simplement pas marcher. Bien des formes de cet État peuvent être *imposées* (au besoin par l'intervention militaire, le coup d'État téléguidé, ou plus simplement par le mimétisme<sup>31</sup>) mais la notion d'*importation* n'est pas heureuse parce que d'une manière ou d'une autre cet État devra remplir de multiples fonctions locales et des fonctions d'interface entre le local et le mondial. De ce fait même, il est forcément *reconnu* – ou tombe. Il peut y avoir de l'importation *dans* l'État mais pas celle de l'État lui-même, la forme de l'État peut être imposée, mais point importée comme l'était l'appareil d'État colonial, sauf dans des cas extrêmes et temporaires (protectorat actuel sur le Kosovo, toute puissance de l'Interfet à Timor Loro Sae<sup>32</sup>, etc.)<sup>33</sup>. Jean-François Bayart a alors beau jeu de répondre, notamment

---

<sup>27</sup> Sur ces questions, voir mes ouvrages : *Ethnicité politique. Pour une lecture réaliste de l'identité*, Paris, L'Harmattan, 1994, 176 p., ISBN : 2-7384-2651-4 et *La nationalisation du monde*, *op. cit.*

<sup>28</sup> Bertrand BADIE, *L'État importé. L'occidentalisation de l'ordre politique*, Paris, Fayard, 1992, ISBN : 2-213-030-13-8.

<sup>29</sup> Crawford YOUNG, *The African Colonial State in Comparative Perspective*, New Haven, Londres, Yale University Press, 1994, 356 p., index, ISBN : 0-300-05802-0.

<sup>30</sup> ...sauf quelques cas exceptionnels de « colonies autocentrées », où l'État colonial (métropolitain) lui-même s'est placé au sein de sa colonie : Brésil 1805-1831 et, plus récemment, l'Afrique du Sud (sous l'apartheid), la Rhodésie (1965-1980) ou encore d'une certaine manière l'État ethno-religieux d'Israël.

<sup>31</sup> Le mimétisme n'est pas toujours spontané, mais peut être nourri de consultants européens bien réels allant rédiger, moyennant finance, les constitutions « africaines » et former les « ENA » locales...

<sup>32</sup> Organisation des Nations unies à Timor Est (Timor Loro Sae).

<sup>33</sup> Pour les mêmes raisons du reste, il n'est pas très rigoureux de parler de la « criminalisation de l'État », de la « privatisation de l'État » : ce sont de jolies expressions de sciences politiques mais l'État fût-il peuplé exclusivement de criminels privatisant à tout rompre, ce n'est pas l'État qui est une institution criminelle ou/et privée. Il demeure une structure de contrainte et de relationnement avec l'économie-monde, définie par cet ensemble de fonctions. La criminalisation et la privatisation trahissent et subvertissent l'État. S'il y eut dans l'histoire des exemples d'État criminel, alors il faudrait les chercher du côté du fascisme, du nazisme ou du stalinisme, et non point du côté des États dépendants.

à B. Badie en soulignant l'« historicité de l'État importé »<sup>34</sup>, mais cela laisse encore perplexé : il y a une historicité et une reproduction de la dépendance, à la limite il peut y avoir une historicité *dans* l'État importé (c'est-à-dire dans l'appareil d'État colonial lui-même, évoluant au contact de la société colonisée) mais point *de* l'État importé<sup>35</sup>.

L'Amérique latine montre bien que l'État n'est pas importé, puisqu'il y a été créé par les élites créoles elles-mêmes. L'Afrique, d'indépendance plus récente et dans la plupart des cas octroyée (sauf l'exception des luttes armées ou des puissants nationalismes : Maghreb, Algérie, Zimbabwe, Afrique de langue portugaise, Afrique du Sud), est peut-être bien en train de créer ses « créoles » *après* les indépendances – à savoir les corps sociaux<sup>36</sup> qui se reproduisent par le biais de l'appareil d'État ou à ses marges profitables en l'absence de vraie bourgeoisie nationale.

Cependant, on a bien un phénomène de *métissage étatique* qui vient largement des conditions de reproduction des élites dirigeantes. Je crois que ce qui décrirait le mieux la réalité contemporaine à moyen et long terme serait de recourir au concept utilisé pour une histoire fort ancienne, celui de civilisation *hellénistique*. On le sait, les États et civilisations hellénistiques (Séleucides, Bactriane, etc.) étaient bien distincts des colonisations directes de Grande Grèce (Sicile, Italie du Sud, Asie Mineure côtière). On a affaire aujourd'hui certes à des États économiquement néocoloniaux, mais surtout à des *États métis*, c'est-à-dire structurellement et civilisationnellement des *États colonialistiques*. Ces États ne sont pas « à moitié » ceci et cela, mais *entièrement enracinés dans la domination de leurs sociétés par le mode de production capitaliste, qui n'est autre que le contexte historique de leur reproduction dépendante et qui provoque l'existence d'une base sociale.*

## **5 - Tiers monde et tiersmondisme**

Accepter la notion de tiers monde n'est donc nullement approuver une analyse tiersmondiste. Le tiers monde existe, ce qui ne signifie pas

---

<sup>34</sup> Jean-François BAYART, *L'historicité de l'État importé*, Paris, CERI, 1996, 50 p. (« Les Cahiers du CERI », 15). Voir aussi son ouvrage (ed.) *La réinvention du capitalisme (Les trajectoires du politique, I)*, Paris, Karthala, 1994, 256 p., ISBN : 2-86537-429-7.

<sup>35</sup> sauf les cas très exceptionnels évoqués à la note 30.

<sup>36</sup> Claude MEILLASSOUX, *op. cit.*



qu'ait un sens d'être « pour lui ». Il y a un joli paradoxe chez ces marxisants qui, s'affirmant tiersmondistes, n'ont de ce fait même pas développé une analyse en termes de classe, mais une vision simplifiée de la dépendance, menant à de supposés États sans base sociale (*comprador*, etc.). Le tiersmondisme n'a pas été une forme d'internationalisme. Il a, presque toujours, mené à la défense de « pays », tous milieux sociaux confondus, surtout si d'aventure leurs élites politiques étaient un peu radicales.

En Afrique subsaharienne, afin d'unifier la « nation » contre le tribalisme et le néocolonialisme, on a ainsi justifié des régimes de partis uniques assurant l'hégémonie du clan, voire de l'ethnie, ayant su saisir l'État. On a reproduit une vision de ces sociétés comme dominées en bloc – ce qui était vrai –, mais en en sous-estimant les contradictions internes et notamment l'existence des *milieux sociaux portés par la dépendance, y compris dans la revendication de l'indépendance*, notamment ceux gravitant autour de l'appareil d'État, ceux-là mêmes qui tenaient des discours radicaux durant un temps. Ces milieux ne sont pas une bourgeoisie nationale mais sont pourtant bien plus que simplement compradores. Leurs États, à la différence de ce que put réaliser la Troisième République française par exemple, ne sont pas socialement promouvants et ne peuvent « échanger » l'oppression ethnique (nationisme) contre le progrès social<sup>37</sup>. Dépendant de leur aire coloniale de définition ne correspondant pas aux aires ethnonationales prégnantes, ils sont structurellement oppresseurs dans leur affirmation « nationale » donc anti-ethnique (même si le quotidien de leur paternalisme autoritaire use et abuse évidemment des ficelles ethnoclientélistes). En ce sens, le tiersmondisme fut une solidarité conservatrice, défendant la nation projetée sur la base de la définition coloniale, acceptant la transition vers l'État colonialistique. En Asie, le cas de l'Indonésie – héritière, en bloc, de l'empire hollandais – est certainement l'un des plus proches de la situation africaine – imposante démographie mise à part.

En Amérique latine, le tiersmondisme a mené au soutien de régimes militaires (le Pérou des « militaires de gauche » par exemple) alors que ces régimes ne rompaient pas vraiment avec la nature « ibéro-rhodésienne » des États.

Il faut cependant reconnaître qu'il y a aussi eu des passerelles entre le tiersmondisme classique et l'internationalisme, c'est-à-dire la

---

<sup>37</sup> Il est « interdit de cracher et de parler alsacien », mais c'est à l'école publique, gratuite, laïque et obligatoire.

solidarité avec les nations réellement existantes, fussent-elles non étatiques, fussent-elles ethniques – indiennes, bantoues, etc. – et, au moins un temps, anti-étatiques. C'est la révolution indienne qui s'annonce pour le XXI<sup>e</sup> siècle (Chiapas, derniers événements en Équateur, voire au Brésil lors du 500<sup>e</sup> centenaire de la « Découverte ») qui remet tendanciellement en cause les États ibéro-rhodésiens d'Amérique latine plus que le tiersmondisme, du moins tel que nous l'avons connu. Il restera à se demander pourquoi les Indiens (indigènes d'Amérique) obtiennent plus facilement la solidarité de secteurs de l'opinion dans le centre du monde, que certaines révoltes identitaires africaines tout autant indigènes mais immanquablement repoussées dans l'« ethnisme » et le « tribalisme ». Même dans la solidarité, tout se passe comme si l'Indien était quand même « plus » que le Noir.

## **6 - Le centre, la périphérie et leurs « situations »**

Les notions de centre et de périphérie n'ont de sens, d'abord, que relativement à un mode de production, en l'occurrence capitaliste, et ne sont pas, d'abord, une question de géographie. Mais évidemment, l'expansion du mode de production capitaliste venu d'Europe a provoqué de complexes phénomènes de spatialisation, selon le type de contacts avec les régions historiques préexistantes. Il n'a pas du tout été homogènement distillé dans l'espace. Il continue à se déployer au sein d'un monde formé de régions civilisationnelles. La domination par un mode de production crée des phénomènes de développement inégal et combiné.

On peut, on doit, discuter du remaniement des territoires westphaliens au temps de la mondialisation. Mais ce n'est pas, en soi, parce que certains territoires westphaliens vont peut-être disparaître pour être remplacés par de plus vastes, que ces territoires plus vastes ne seront pas... westphaliens<sup>38</sup> ! Certains vont plus loin et cèdent à une mode, d'ailleurs venue de la « mondialisation », à savoir qu'il n'y aurait plus de territoires (après la fin de l'histoire, la fin des territoires !), et seulement des réseaux, et par conséquent que le Nord et le Sud existeraient bien, mais sans guère de spatialisation propre. La « preuve » en serait le développement de la pauvreté et les

---

<sup>38</sup> Je fais évidemment référence à l'ouvrage, au titre à mon avis malheureux, mais au contenu par ailleurs plus nuancé, de B. BADIE, *La fin des territoires*, Paris, Fayard, 1995, ISBN : 2-213-59460-0.

phénomènes de SDF, etc., qui constitueraient la présence du « Sud » dans le « Nord », pendant que, dans le tiers monde, les richissimes personnalités corrompues seraient la présence du « Nord » dans le « Sud ». Cela peut être des images didactiques, mais relève surtout d'une jolie bouillie théorique car le « Nord » et le « Sud » ne sont pas des classes mais des *sociétés entières*.

Par exemple, un débat très difficile pour les Latino-Américains est d'admettre qu'ils ne sont pas des colonisés, mais des *colonisateurs* (même s'ils ont été ensuite rejetés dans le tiers monde par l'histoire du XIX<sup>e</sup> siècle). Que ce soit dans les cas des indépendances ibéro-rhodésiennes de l'Amérique espagnole, ou dans le cas de l'indépendance sans décolonisation de l'Amérique portugaise, les élites qui prenaient le pouvoir faisaient partie des milieux sociaux colonisateurs. Les colonisés, en l'occurrence, n'étaient que les Indiens. Cela signifie que même les esclaves noirs faisaient partie du *monde* du colonisateur et non point du monde des colonisés. Bien entendu, dans ce *monde*, ils ne faisaient point partie de la même *classe*, mais cela explique que furent rares les cas de révoltes en alliance Noirs-Indiens et qu'existèrent en revanche moult cas où les Indiens ramenaient au Blanc ses nègres marrons dans le cadre des arrangements locaux de paix.

Cet exemple permet de comprendre que le fait d'être SDF au « Nord » ne signifie pas que l'on fasse partie du « Sud »<sup>39</sup>, du monde colonialistique. Inversement, un Mobutu pouvait être le deuxième ou troisième homme le plus riche de la planète, il reste à prouver qu'il fut un véritable capitaliste, à déterminer si sa fortune vint de l'extorsion de la plus-value au cours d'un processus de production ou de la réalisation d'un profit au cours d'un échange marchand, ou plus simplement de la kleptocratie d'État. Même les Mama-Benz du Togo, jusqu'à présent, ne semblent pas donner naissance à une vraie bourgeoisie, accumulant en appartements à Amsterdam et Paris, et non point dans la chaîne verticalement intégrée de la production du wax. Cela est dû à des raisons tant externes qu'internes – externes parce qu'un vrai processus bourgeois d'accumulation locale mènerait très vite à un affrontement majeur avec les impérialismes dominants<sup>40</sup> – et internes parce qu'en l'absence de capitalisme complet, il est souvent plus rentable de compter sur les solidarités

---

<sup>39</sup> Vocabule que, de surcroît, on l'aura noté, je n'emploie pas sans guillemets (*cf. infra*) !

<sup>40</sup> D'une certaine manière, la guerre contre l'Irak (*cf. supra*) fut un exemple de cet affrontement possible entre des intérêts bourgeois locaux et l'impérialisme.

lignagères que de verser dans le « travail libre » du capitalisme<sup>41</sup>. Un Mobutu, par conséquent, fait bien partie du *monde* colonialistique, du tiers *monde*.

Le tiers monde n'est pas *défini* par une localisation géographique, cependant il occupe bien des lieux et territoires, ne serait-ce que parce qu'un mode de production se déploie au sein de sociétés évidemment spatialisées. Mais cela mène à d'autres problèmes de « lieux », notamment de savoir s'il inclut ou pas les anciens pays de l'« Est ». La réponse ne peut être simple, parce que la méthode définie plus haut – repérant le tiers monde essentiellement à l'aune d'un « capitalisme incomplet », de l'inexistence de la chaîne complète des milieux sociaux nécessaires à sa reproduction – implique la durée. Appliquée mécaniquement au moment *n* actuel, elle mènerait sans coup férir à verser la Russie dans le tiers monde, dans la mesure où le complexe politico-militaro-maffieux ne saurait être le meilleur exemple de bourgeoisie complète dotée d'un exemplaire esprit de capitalisme. Mais le problème de la Russie est en réalité autre (et ne sera que cité, et point étudié, ici) : l'économie nomenklaturiste stalinienne est en réalité encore très largement en place, nous ne voyons que le début du processus de rétrotransition au capitalisme. L'existence d'une élite et d'une intelligentsia historiquement importante est cependant un contexte bien plus favorable que dans le tiers monde pour la production, à terme et dans la douleur des conflits sociaux, d'une bourgeoisie. Le plus probable sera l'éclatement de ces pays : Tchéquie, Slovaquie, Pologne, peut-être Russie européenne, intégreront le centre, mais certains seront repoussés dans le tiers monde, fût-ce dans la catégorie « intermédiaire ». Cela nourrira de très grandes instabilités sociales, politiques et identitaires.

Avec les notions de centre et de périphérie, on est au croisement des analyses de classe et des sociétés entières. Le centre est une notion relative au mode de production, mais qui produit des phénomènes de spatialisation, et remanie en permanence, sans les détruire, les spatialisations antérieures. L'idée d'une mondialisation « supprimant » les nations, les États-nations, les « petites identités », etc., au profit de simples « réseaux » et « flux » (au demeurant réels), ne correspond ni à la réalité, ni à l'intérêt des sommets du capitalisme. Les identités ont été *remaniées* par l'histoire du capitalisme et du

---

<sup>41</sup> Voir à ce sujet mon article de discussion de l'ouvrage de Patrick CHABAL & Jean-Pascal DALOZ, *L'Afrique est partie. Du désordre comme instrument politique*, Paris, Economica, 1999, 196 p., ISBN : 2-7178-3858-9 (coll. « Analyse politique ») : *De l'Afrique, du « désordre » et de l'impérialisme*, Bordeaux, CEAN-IEP, 25 nov. 1999, 26 p. multigr. [à paraître in *Review*, Binghamton, State University of New York, Fernand Braudel Center].

colonialisme, elles le sont par la mondialisation, mais elles ne sont pas supprimées. Jusqu'à aujourd'hui, jamais les bourgeoisies, en tant que classes (même si leurs fractions sociales peuvent se diviser sur le sujet), n'ont abandonné le marché national (et donc l'État-nation) pour le « continent », jamais elles n'ont abandonné le continent pour le « monde ». Leur intérêt global est dans la *combinaison* de ces niveaux de marché, de ces niveaux d'État. Aux côtés du « macro-centre », du centre du monde, qui peut avoir des relais locaux, des « sous-centres » ou institutions relais, on a aussi des centres régionaux dont il n'est pas évident qu'ils sont ces simples relais du centre mondial. L'Union européenne, par exemple, ne peut être réduite à un simple échelon de la mondialisation – même si elle est *aussi* cela – et a sa propre histoire non réductible à celle d'une simple parcelle du monde. Parallèlement à la contradiction antagonique entre la mondialisation et l'internationalisation du monde, on a donc évidemment aussi des contradictions non antagoniques entre la mondialisation et certaines régionalisations.

Si la financiarisation pousse très fort à l'uniformisation, elle ne représente pas tous les secteurs du capitalisme et le fragilise même en s'éloignant dangereusement de la loi de la valeur... Cette dernière, liée au procès de production, impose une certaine territorialisation. Jusqu'à nouvel ordre, les sièges sociaux des multinationales ne s'établissent pas « n'importe où » dans le monde mondialisé et continuent à préférer se situer dans les lieux classiques du grand capitalisme. Ce n'est pas un hasard : c'est plus rentable.

*Le centre du monde est donc « situé », plus que précisément « localisé », à l'intersection de deux dimensions de nature différente, à savoir à l'intersection du positionnement économique au cœur du mode de production capitaliste, et de lieux physiques où ce dernier peut le mieux et le plus complètement s'épanouir. La périphérie en est la frontière d'expansion, et c'est bien pourquoi l'analogie avec les empires est valide.*

Le tiers monde est l'ensemble des sociétés entières qui ne disposent pas de la chaîne complète des milieux sociaux nécessaires à la reproduction du capitalisme. Les sociétés occupent des espaces, évidemment. Par conséquent, il s'agit d'un *concept social mais non classiste* et d'un *concept spatial* – l'espace géographique occupé par les sociétés entières socialement dépendantes dans le processus de reproduction du capitalisme, où qu'elles se trouvent – *mais non cardinal*. La notion de « Sud » est à rejeter catégoriquement. Si le concept de tiers monde a sans doute des inconvénients, le « Sud »

n'en élimine aucun et, outre le fait qu'il place ridiculement au « sud » les sociétés de la Sibérie arctique ou du Nunavut, il présente l'inconvénient majeur de faire disparaître la notion de dépendance et d'oppression que l'analogie avec le tiers état au moins exprimait. Il rend inintelligible la réalité des pays intermédiaires.

Cependant, l'analogie avec le tiers état s'arrête là, puisque, si celui-ci n'était pas non plus une classe, il recouvrirait un ordre de milieux sociaux *dans* une société entière donnée incluse dans le même territoire, le même pays. Le tiers monde ne recouvre pas un ordre de milieux sociaux dans le monde, mais des *sociétés entières* (du plus riche dictateur au dernier des miséreux) dans le monde, mais pas dans les mêmes territoires.

Si analogie il peut y avoir encore, ce serait à propos d'une question très différente, celle de l'existence d'un « tiers état mondial » incluant une partie de la population des sociétés du centre et pas toute la population des sociétés de la périphérie. Mais nous ne sommes plus à l'époque des ordres puisque le travail libre du capitalisme a fait émerger l'individu et donc les classes sociales. Grouper des catégories sociales, en réalité très différentes, sous prétexte de leur pauvreté commune, en un « tiers état du monde », serait oublier que n'existe plus ni le contexte politique des sociétés à ordres, ni les solidarités horizontales massives qui pouvaient exister entre un artisanat extrêmement étendu et les ouvriers (apprentis, compagnons) employés par cet artisanat. De toute manière, si une telle expression devait être utilisée ne serait-ce qu'à titre d'image, il devrait alors être bien clair que le « tiers état du monde » et le tiers monde sont deux réalités d'ordres complètement différents.

Bien entendu, la nécessaire précision des concepts se conjuguera toujours à la netteté moindre des contours de la réalité sociale – par exemple la « localisation » précise du tiers monde : où commence-t-il ? où s'arrête-t-il ? ce sera parfois très clair, et d'autres fois bien plus délicat (Oural et Russie asiatique ?). Il restera simplement à faire remarquer que le « flou » du réel est plutôt la règle dans les conceptualisations exigeantes des sciences sociales. Même les concepts apparemment les plus « carrés » reflètent des réalités imprécises : on sait que le prolétariat et la bourgeoisie existent bel et bien comme deux pôles sociaux, mais on sera incapable de définir « au couteau » la ligne de partage entre les deux. Toutes les formations sociales sont caractérisées, à leurs marges, par une certaine porosité. Inversement, on ne saurait arguer de l'infinie

complexité sociale pour renoncer, par effet de mode, à des conceptualisations indispensables à la compréhension du monde.